



JEUDI 03 JUILLET
DE 9H A 17H
RELIONS NOS INITIATIVES
DE DÉMOCRATIE ALIMENTAIRE
EN HAUTS-DE-FRANCE

CENTRE SOCIOCULTUREL VACHALA À LENS

S'INFORMER

PARTAGER

EXPERIMENTER

COOPERER

Des photos, des prises de notes, des enregistrements audios, des affiches... Voilà ce qu'il restait de tangible à la fin de cette première journée régionale sur le thème de la Démocratie alimentaire, intitulée "Du pain sur la planche".

Cette matière donne à voir une part importante mais partielle de ce qui a été vécu. Comment raconter l'intangible, l'invisible pour les yeux, ce qui s'est joué dans les interstices, les émotions, les questionnements, les échanges informels ? Comment raconter ce qui s'est joué avant et qui a rendu la journée possible et réussie ? Et comment faire de ce matériau le compost sur lequel une dynamique régionale pourra s'étoffer ?

Le jeudi 3 juillet 2025, au Centre Socioculturel Vachala à Lens, des visions se sont exprimées, des initiatives ont été mises en lumière, des rencontres ont eu lieu. Il s'agit maintenant de voir comment elles peuvent faire mouvement vers un système agricole et alimentaire plus juste et plus démocratique en Hauts-de-France.

C'est avec ces questions en tête que nous nous proposons de rendre compte : pour garder trace et consigner, également pour mettre en évidence les ingrédients qui ont permis à cette événement de voir le jour et d'être le départ de quelque chose, et enfin pour tirer les enseignements de cette aventure collective et donner des contours aux chemins esquissés.

Tout cela, dans l'idée de poursuivre ce qui a été entamé !



Le collectif organisateur

TABLE DES MATIÈRES

DU FEU SOUS LA CASSEROLE

Les organisateur.ices.....	5
En première intention, d'où est partie l'idée ?.....	7
Comment avons-nous pensé cette journée ?.....	8
Le programme de la journée.....	11

LES PLATS DE "RÉSISTANCE"

Table ronde : "Mettre plus de démocratie dans nos assiettes, pourquoi et comment ?".....	14
Ateliers d'inspiration : "démocratie ? Justice ? Droit à l'alimentation ? Comment on s'y prend au juste ?"	
Le Mouvement Carav'Alim.....	22
Les fondamentaux de la Sécurité Sociale de l'Alimentation.....	25
La Caisse Commune de l'Alimentation de Montpellier.....	26
La Caisse Locale de l'Alimentation de Cadenet.....	32

POUR NE PAS PÉDALER DANS LA SEMOULE, APPRENDRE, COMPRENDRE ET FAIRE ENSEMBLE

L'incarnation de la parole citoyenne avec les scénettes de la CALIEN de Loos-en-Gohelle.....	39
La captation de la parole des participant.es grâce au phonomaton.....	40
La convivialité, le partage et la coopération avec les ateliers cuisine des Sens du Goût et d'El'Cagette.....	42
Découvrir l'animation du rapport "L'injuste coût de notre alimentation".....	43
Découvrir le jeu "La Marmite, la solidarité alimentaire à la carte".....	44
Découvrir l'arpentage avec la BD "Encore des Patates !? Pour une sécurité sociale de l'alimentation"...	45
Découvrir le jeu "L'assiette Durable".....	46
Espace ressources.....	47
La cartographie des initiatives inspirantes.....	48

SE METTRE EN MOUVEMENT ENSEMBLE PARCE QU'IL Y A DU PAÏN SUR LA PLANCHE

Forum Ouvert.....	52
Atelier plaidoyer autour des élections municipales de 2026.....	57
Fishbowl : "comment on continue d'écrire notre histoire ensemble ?".....	61

COMPOSTER L'ÉVÈNEMENT

Une organisation protéiforme.....	65
Une dynamique partenariale inédite.....	67
Le lien avec le lieu d'accueil, un véritable partenariat.....	70
La mobilisation et le profil des participant.es.....	71
L'expérimentation du prix libre pour le repas.....	73
L'expérimentation de la contribution pour les interventions.....	74
Un foisonnement de productions (audio, vidéo, photo, écrites).....	74
Bilan financier.....	76
Quels axes d'amélioration pour une nouvelle édition ?.....	77
Quelles pistes d'action pour la suite ?.....	79

LE FEU SOUS LA CASSEROLE



LES ORGANISATEUR·ICES



LES ORGANISATEUR·ICES



Lou Cairey Remonay
APES



Marie-Laure Carlu
APES



Solène Berry
Aprobio



Anne-Marie Flandrin
APES



Sandrine Forzy
VRAC / APES



Stéphanie Ambellié
Tilt / APES



Hervé Hazard
Les Sens du Goût / Essaimeurs



Céline Régulski
Réseau des AMAP



Noémie Hilmoine
Le Gerموir / Essaimeurs /
Compagnie des Tiers-Lieux



Karine Attinault
APES



Camille Frazzetta
Tilt / APES



Marion Subtil
Bio en Hauts-de-France



Xavier Galand
CERDD



Antoine Gaillard
L'atelier Paysan



Eric Gaillard
Collectif National SSA / MIRAMAP

EN PREMIÈRE INTENTION : D'OÙ EST PARTIE L'IDÉE ?

D'abord réunies par intérêt commun pour le sujet du droit à l'alimentation, de la démocratie alimentaire et les expérimentations de caisses de sécurité sociale de l'alimentation, nous, les structures organisatrices, avons commencé à échanger fin 2024, d'abord à quelques un-es puis en élargissant le cercle. L'idée de porter une première action collective en organisant ensemble une journée régionale est arrivée avec le souhait commun de réunir, valoriser et outiller les initiatives de démocratie alimentaire des Hauts-de-France.

Notre intérêt pour le sujet est venu d'un constat globalement partagé. Même si chaque structure le vit de manière différente et selon son prisme, toutes observent que les acteur·ices engagé·es dans la transformation du système alimentaire local sont confronté·es à de nombreuses difficultés. Parmi celles-ci, on citera :

- La difficulté à diffuser l'idée, pourtant pas si nouvelle, que l'accessibilité au plus grand nombre d'une alimentation de qualité rémunératrice pour les producteur·ices est nécessaire. Diffuser cette idée auprès des décideurs locaux et moins locaux, des citoyen·nes non concerné·es par la précarité alimentaire...
- Le manque de moyens qui oblige les structures engagées sur le sujet à travailler dans des conditions difficiles : peu de visibilité sur leur pérennité, dialogue parfois tendu avec les financeurs, difficultés à communiquer sur leurs actions, à mobiliser, à accompagner la montée en compétences sur le temps long des citoyen·nes engagé·es...
- Le fait de se croiser régulièrement mais de ne pas toujours pouvoir prendre le temps de travailler ensemble, la difficulté à faire équipe avec d'autres, par manque de temps propice à la coopération ou pour des questions liées aux enjeux de structures parfois difficiles à lever...
- le fait que les propositions expérimentales demandent du temps et de l'ingénierie pour se consolider...
- la pression foncière, le marché de la bio qui s'effondre, les aléas climatiques pour les producteur·ices, l'après-crise COVID, qui a vu l'épuisement de nombreux·ses professionnel·les du secteur...
- la difficulté à prendre conscience qu'un changement de mode de faire est primordial, notamment pour ne laisser personne au bord du chemin et faire commun, avec les premières personnes touchées par les injustices alimentaires...

Et la liste pourrait encore s'allonger !

Mais au delà de ces constats de difficultés, il y avait également des envies. Certaines structures travaillaient déjà ensemble sur des projets et voulaient aller plus loin. Nous partageons toutes et tous l'intuition que pour transformer le système et faire face aux défis, il fallait que les parties prenantes qui portent des alternatives et les expérimentent puissent dialoguer, se connaître et se reconnaître, s'outiller, valoriser leurs actions et en découvrir d'autres pour s'inspirer... et envisager des suites ensemble.

L'organisation d'une journée commune a donc été envisagée comme la première phase d'un processus de coopération régionale pour fabriquer un terreau favorable à plus de démocratie alimentaire en région Hauts-de-France, au sens de plus de participation citoyenne aux enjeux de l'alimentation et d'une meilleure connaissance du système par les habitant·e·s de la Région, quelque soit leur condition économique et sociale.

COMMENT AVONS-NOUS PENSÉ CETTE JOURNÉE ? (1/3)

LES PLATS DE "RÉSISTANCE"



Vision et socle de connaissances communes (table ronde)

Nous avons choisi de commencer cette journée par un temps qui puisse permettre de faire culture commune. De là est née l'idée d'une table-ronde. En effet, le sujet de l'alimentation ou du système alimentaire est très vaste et touche à de multiples dimensions. De l'intime au collectif et au système, chacun aborde ces sujets avec ses prismes et ses approches. L'enjeu d'un premier temps commun était d'écouter ensemble des paroles d'intervenant·es extérieur·es permettant de balayer les problématiques traversant le système alimentaire actuel et de faire un point sur la connaissance disponible. Tout au long de la journée, chacun·e pourrait ainsi poursuivre sa réflexion, en fonction de la réalité de son territoire, de ses moyens et objectifs...

Inspiration (expérimentations de caisses locales d'alimentation et mouvement Carav'alim)

Après le panorama posé par la table-ronde, nous avons choisi de proposer 3 temps d'ateliers : deux présentations d'expérimentations de caisses locales de l'alimentation et un temps de présentation du mouvement Carav'alim. Il s'agissait, en sous-groupe, de se mettre en posture de curiosité pour comprendre le comment et le pourquoi de chacune des expérimentations. Se décentrer devant permettre une prise de hauteur sur soi et son projet : au final, où est ce que je me situe, moi, dans cette grande mappemonde des initiatives qui cherchent à proposer des alternatives au système alimentaire pour plus de justice sociale ?

Deux caisses (Cadenet et Montpellier) et le mouvement Carav'alim ont été choisis car ce sont des pionniers sur des sujets de fond, de front : faire AVEC les premières personnes concernées par les injustices, affirmer le droit à l'alimentation, expérimenter pour redistribuer les richesses, aller à contre courant des discours de défiance voire de mépris des citoyen·nes les un·es envers les autres, résister aux injonctions d'aller toujours plus vite...

Une troisième caisse a été présentée au travers de scénettes : la CALIEN de Loos-en-Gohelle. Ces scénettes ont été jouées par les membre de la caisse pour une approche incarnée des questionnements.

POUR SE RENCONTRER ET DIALOGUER

Le repas et les temps informels

Le repas a bien entendu été considéré comme un point central de cette journée sur la démocratie alimentaire. Il était évident que nous prendrions un prestataire local engagé et que nous proposerions un menu de qualité, au maximum frais, sain, local et bio. Pour faire aussi de ce repas un moment d'apprentissage collectif, nous avons choisi d'expérimenter le prix libre et conscient.

Nous avons également souhaité, en plus du temps de repas, permettre des temps d'interconnaissance et d'échanges informels pendant l'ensemble de la journée : brise-glace le matin, possibilité de trouver un espace pour discuter si on ne souhaite pas participer aux ateliers...

COMMENT AVONS-NOUS PENSÉ CETTE JOURNÉE ? (2/3)

POUR NE PAS PÉDALER DANS LA SEMOULE, APPRENDRE, COMPRENDRE ET FAIRE ENSEMBLE



Faire vivre la démocratie alimentaire, la mettre en pratique, la partager : ateliers découvertes, ateliers cuisine, scénettes, espace ressources et initiatives

L'après-midi a été conçue pour mettre en pratique le socle commun partagé le matin tout en continuant de créer des échanges entre les participant-es. Des ateliers en petit groupe ont donc été imaginés pour partager les connaissances de manière plus fine et faire dialoguer les participant-es, affûter son esprit critique avec des jeux, s'approprier des animations...

Accessible toute la journée, un espace ressources a été mis en place pour offrir l'opportunité de s'informer, continuer à faire culture commune via des supports multiples : films, rapports, jeux, BD, livres... Juste à côté de cet espace ressource, une cartographie des initiatives des Hauts-de-France a été réalisée afin de découvrir un premier panorama non exhaustif de ce qui s'expérimente en région Hauts-de-France.

Des ateliers cuisine ont été animés, malgré les contraintes que cela posait en termes d'organisation et de logistique dans une journée à 150 participant-es ! Mettre la main à la pâte, cuisiner ensemble, partager ce qu'on a préparé, nous semblait un formidable outil de rencontre, d'échanges et d'éducation populaire que nous voulions vivre et faire vivre.

Tous les ateliers ont été imaginés pour permettre d'explorer différents chemins pour parvenir à ce système alimentaire plus cohérent, plus juste dont nous rêvons !

SE METTRE EN MOUVEMENT ENSEMBLE PARCE QU'IL Y A DU PAÏN SUR LA PLANCHE



L'après-midi était aussi voulu comme un temps pour se projeter sur la suite : que souhaite-t-on poursuivre dans les Hauts-de-France ? Comment continue-t-on à œuvrer ensemble ?

Le forum ouvert a été proposé pour mettre l'intelligence collective au service de questionnements, de problématiques, d'idées.

L'atelier sur les municipales a invité les participant.es à travailler la question du plaidoyer en réfléchissant à quels messages et à comment les faire passer aux élu.es et futur.es élu.es dans les Hauts-de-France en s'appuyant sur les 10 recommandations proposées par un consortium d'acteurs engagés pour l'accès digne à l'alimentation durable et de qualité pour toutes et tous.

Enfin, après cette journée riche de rencontres, d'échanges, d'expériences, de découvertes les participant.es ont été invité-es à clôturer la journée, par une animation "fishbowl", pour tenter de se donner un horizon : "comment continuer à écrire l'histoire ensemble ?"

COMMENT AVONS-NOUS PENSÉ CETTE JOURNÉE ? (3/3)

LA RECHERCHE DU LIEU

Une salle pouvant accueillir à la fois des temps de plénière, des travaux en petit groupe et des ateliers cuisine a été recherchée à partir de décembre 2024. Le territoire initialement ciblé était Bapaume, avec le soutien de la communauté de Communes Sud-Artois. Cependant, en mars 2025, face aux difficultés de trouver un équipement adapté, nous nous sommes tournés vers le territoire de Lens, également très actif sur les sujets de démocratie alimentaire. Le centre socioculturel Vachala, qui présentait toutes les caractéristiques nécessaires, s'est montré prêt à nous accueillir dans des conditions très favorables et la localisation de Lens permettait de faciliter la venue de participant-es de l'ensemble de la Région, y compris en train. Et le partenariat avec le centre socio-culturel ira finalement beaucoup plus loin qu'un simple prêt de salle ! Les chargées de mission de Sud Artois, quant à elles, sont restées étroitement associées à l'organisation de l'événement malgré le fait que leur territoire n'accueille plus la journée.

L'ORGANISATION OPÉRATIONNELLE

L'APES a été désigné par le groupe "chef de file" pour porter la coordination, la demande de financement à la DRAAF et les dépenses liées à l'événement. Le cercle "Alimentation" de la Compagnie des Tiers-Lieux a également été très impliqué. APES et Compagnie ont contribué au financement de l'événement.

Pour l'organisation opérationnelle, ce sont toutes les structures organisatrices qui ont chacune contribué, par du temps bénévole ou salarié selon leurs possibilités.

L'organisation détaillée et le résultat de cette coopération inédite sont décrits un peu plus loin.

LA COMMUNICATION ET LES INVITATIONS

Dès le départ, la journée a été pensée pour être largement ouverte à toute personne impliquée dans une dynamique de démocratie alimentaire sur son territoire, qu'elle soit structurée ou non, qu'elle soit publique, associative, privée... Les acteurs de l'économie solidaire, les collectivités territoriales (notamment par le biais des PAT) et les centres sociaux sont particulièrement concernés. Les structures ont été invitées à venir avec des bénévoles ou des habitant-es impliqués-es.

L'inscription à la journée a été imaginée en deux vagues : une première ciblée, pour permettre à tous les acteur-ices impliqués sur le sujet de s'inscrire, et une deuxième plus large, via les réseaux sociaux. Le lien d'inscription avec un questionnaire Framafoms (outil libre) a été transmis un mois et demi avant l'événement par chaque structure organisatrice à son réseau de contact. L'ensemble des chargé de mission PAT a reçu l'invitation via la DRAAF.

PENSER LE "COMPOSTAGE" DE L'ÉVÈNEMENT



La capitalisation a été réfléchiée en amont de l'événement :

- Des rôles ont été attribués parmi les organisateurs pour la prise de note et de photos lors des différentes séquences.
- Des actions spécifiques, comme le Phonomaton, ont été mises en place pour une collecte sensible de la parole des participant.es. Les scénettes de la CALIEN ont été filmées en amont de la journée.
- Le recueil des initiatives a permis la réalisation de fiches partagées le jour J

Des démarches de recueil ont également été réalisées a posteriori :

- auprès des participant-es, via un questionnaire de retour et de satisfaction
- auprès des structures organisatrices avec des entretiens individuels avec chaque membre du collectif

RAPPEL - LE PROGRAMME DE LA JOURNÉE

LE PROGRAMME DE LA JOURNÉE

3 juillet 2025 - Centre socio-culturel Vachala, Lens



GRANDE SALLE

PARTIE GAUCHE

PARTIE DROITE

9h30 - 10h

Accueil par les Organisateurs

et Introduction par Maryse Degardin, administratrice du Gergoir, du CIVAM National et co-présidente du Pôle In-pact

10h - 11h

Table Ronde - "Mettre plus de démocratie dans nos assiettes : pourquoi et comment ?"

Bénédicte Bonzi, docteure en anthropologie sociale, spécialiste des questions de violences dans le système alimentaire
Jean-Claude Balbot, paysan et éleveur retraité, ex-membre du Conseil d'administration de Réseau Civam et engagé dans le Collectif pour une

Sécurité Sociale de l'Alimentation

Serge Bouffange, Haut-commissaire à la lutte contre la pauvreté auprès du préfet de région Hauts-de-France

animée par Sandrine Forzy, VRAC HDF et Eric Gaillard, Collectif National pour une Sécurité Sociale de l'Alimentation

11h15 - 12h15

Partage d'expériences et échanges

Caisse Locale de l'Alimentation de Cadenet

Eric Gauthier, association Au Maquis

Dora Thilly, membre de la CLAC

animé par Stéphanie Ambellé, Tilt

Partage d'expériences et échanges

Caisse Commune de l'Alimentation de Montpellier

Paul Rouveyrol, membre du comité citoyen de l'alimentation

Animé par Camille Frazzetta, Tilt

12h30 - 14h40

Repas par les Anges Gardins

Scénettes par des membres du comité de la CALIEN (Caisse de l'Alimentation Locale et de l'Engagement) de Loos-en-Gohelle

14h40 - 16h

Espace ressources et Initiatives

animé par Solène Berry, APROBIO, Lou Cairey Remonay, APES HDF

Atelier d'échanges et de co-construction

"Injustices alimentaires et plaidoyer pour les municipales"

Maëlis Horellou, Mouvement Carav'alin, Cécile FAU, UGESS

Forum Ouvert autour des enjeux de démocratie alimentaire

animé par Alexis Montaigne et Xavier Galand, CERDD

16h20 - 17h

Clôture : Fishbowl - "Comment on continue d'écrire notre histoire ensemble ?"

animé par Noémie Hiltmoine, le Gergoir

Phonoton, animé par A la Phonie

LE PROGRAMME DE LA JOURNÉE

3 juillet 2025 - Centre socio-culturel Vachala, Lens



1ER ÉTAGE

ESPACE LAEP

BUREAU 6

BUREAU 7

CUISINE

11h15 - 12h15

Atelier découverte
Le mouvement Carav'alim
Maëlis Horellou, Caravalim
Cécile Fau, UGESS

14h40 - 15h20

Atelier découverte #1
Animation "**L'injuste prix de notre alimentation**"
animé par Marion Subtil,
Bio en HDF
Maryse Degardin,
Germoir / CIVAM / Pôle Inpact

15h20 - 16h

Atelier découverte #2
Animation "**L'injuste prix de notre alimentation**"
animé par Marion Subtil,
Bio en HDF
Maryse Degardin,
Germoir / CIVAM / Pôle Inpact

Atelier d'improvisation culinaire
animé par Les Sens du Goût

Ateliers cuisine #1
La cuisine de Touria, Elcagette

Ateliers cuisine #2
La cuisine de Touria, Elcagette

Arpentage
"**Encore des Patates**"
animé par Céline Régulski, Réseau
des AMAP HDE

Ateliers découverte #1 et #2
Le jeu "**Assiette durable**"
animé par Anne-Marie Flandrin,
APES



Pour plus d'infos, cliquez sur les textes soulignés

LES PLATS DE "RÉSISTANCE"



TABLE RONDE

METTRE PLUS DE DÉMOCRATIE DANS NOS ASSIETTES, POURQUOI ET COMMENT ?

Introduction

Maryse Degardin,
co-présidente du Germeir, membre du bureau du CIVAM National



Participant.es à la table ronde

Bénédicte Bonzi,
docteure en anthropologie sociale, spécialiste des questions de violences dans le système alimentaire



Jean-Claude Balbot,
paysan et éleveur retraité, ex-membre du Conseil d'administration de Réseau Civam et engagé dans le Collectif National pour une Sécurité Sociale de l'Alimentation



Serge Bouffange,
Haut-commissaire à la lutte contre la pauvreté auprès du Préfet de Région Hauts-de-France



Animation

Sandrine Forzy,
Directrice de VRAC Hauts-de-France

Eric Gaillard,
Collectif National pour une Sécurité Sociale de l'Alimentation

Prise de notes

Camille Frazzetta, Tilt / APES & Anne-Marie Flandrin, APES

BÂTIR UN SOCLE COMMUN POUR ÉCLAIRER NOS RÉFLEXIONS ET NOS ACTIONS

En guise d'introduction de la table ronde, Maryse Degardin nous a présenté trois rapports pouvant éclairer notre compréhension du système alimentaire et agricole et contribuer à constituer un socle de connaissances communes à partir duquel bâtir nos actions transformatrices. En voici les synthèses :

“L'alimentation, quel thème fédérateur ! Qui concerne tout le monde du bébé au vieillard, du plus démuné au plus riche ; toutes et tous, chaque jour, nous avons besoin de manger pour vivre ! Et pourtant est-ce nous qui choisissons ce que nous mangeons ?”

Vers une future Politique Agricole et Alimentaire commune Collectif NOURRIR, 2025

Ce rapport considère qu'au gré des réformes, la Politique Agricole Commune (PAC) a permis l'industrialisation de nos systèmes agricoles et alimentaires en laissant de côté de nombreuses questions de justice sociale, environnementale et climatique, pourtant au cœur des préoccupations citoyennes.

Il pose donc la question suivante : comment remettre la PAC sur le chemin de la souveraineté alimentaire et assurer notre capacité à fournir, de manière stable et durable, une alimentation choisie pour chacun-e, sans compromettre notre capacité à produire dans le futur et sans mettre en danger celles et ceux qui le produisent dans le monde ?



La PAAC (Politique Agricole et Alimentaire Commune) que le collectif NOURRIR propose, s'inscrit dans le droit à l'alimentation et de la souveraineté alimentaire tels que définis par les Nations Unies dans la déclaration des Nations Unies sur les droits des paysan-ne.s et des autres personnes travaillant dans les zones rurales. Ce texte souligne, entre autres « le droit des peuples à définir leurs systèmes alimentaires et agricoles et le droit à une alimentation saine et culturellement appropriée produite avec des méthodes écologiques et durables respectueuses des droits de l'homme. ». La Déclaration précise que dans ce cadre, les États établiront des mécanismes destinés à assurer la cohérence de leurs politiques agricoles, économiques, sociales, culturelles et relatives au développement.

Pour le Collectif Nourrir, la PAAC devrait répondre à plusieurs objectifs :

- Fournir une alimentation saine et durable accessible à toutes et à tous
- S'inscrire dans la voie de la démocratie alimentaire
- Garantir des conditions justes d'exercice du métier d'agriculteur·ice ici et dans le monde
- Assurer la pérennité des conditions environnementales de production d'une alimentation saine dans le respect des animaux

“Notre système actuel est si absurde que nos terres ne nourrissent ni ceux et celles qui la travaillent, ni celles et ceux qui vivent autour.”

Maryse Degardin



Souveraineté alimentaire, un scandale made in France

Terres de Liens, 2025

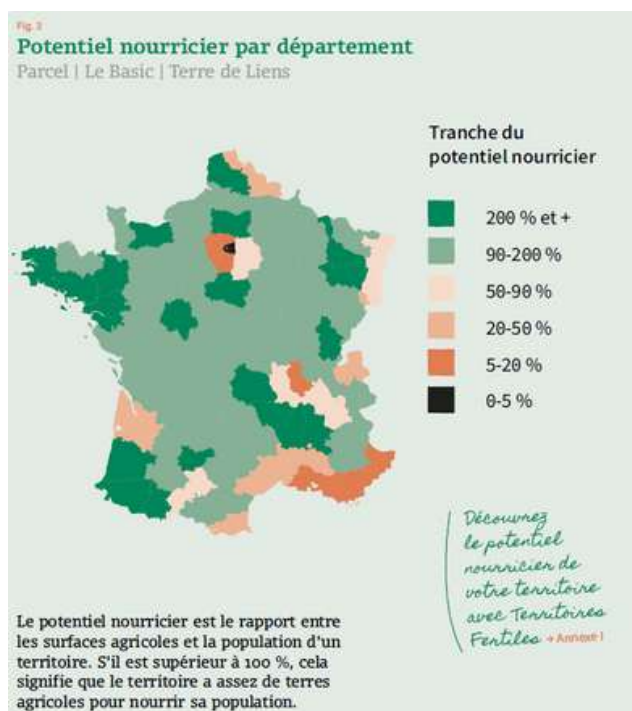
Le second rapport qui peut nous éclairer s'intitule "Souveraineté alimentaire, un scandale Made in France" et a été présenté au dernier salon de l'Agriculture.

Philippe Pointereau, Président de l'association Terre de Liens, termine ainsi son éditorial : "Les collectivités territoriales, tout comme les coopératives et les entreprises agro-alimentaires, ont un grand rôle à jouer pour accompagner cette mutation qui verra le paysan se reconnecter à sa terre et nous à notre cuisine. Pour cela, il faut réaliser que dans un monde qui se réchauffe et dont les ressources s'épuisent, protéger nos terres nourricières est une priorité, tout comme savourer les produits de la terre et de la mer. Ne laissons pas certaine-s mettre la main sur cette ressource précieuse en privatisant le vivant ou en ultra transformant nos aliments. Regagnons notre souveraineté alimentaire"



Selon un sondage réalisé par Opinion Way en 2023, 90% des Français souhaitent consommer plus de produits « made in France ». Mais peut-on encore manger ce qui se produit chez nous ? La France dispose de 28 millions d'hectares : c'est assez pour nourrir la population et même plus. Mais 43% de ses terres sont dédiées à l'exportation ! La France se présente comme une puissance agricole alors que beaucoup de paysanne-s font face à des situations impossibles : productions vendues à perte, agriculture bio en difficulté... La France importe beaucoup de produits alimentaires, y compris certains qu'elle produit localement. Autrement dit : notre alimentation est "accro aux importations".

Avec ce rapport, Terre de Liens appelle les autorités nationales à ne pas rester sourdes à l'urgence et à se nourrir des expériences de terrain pour accélérer la transition agricole et alimentaire.



L'injuste prix de notre alimentation, quels coûts pour la société et la planète

Secours Catholique – Caritas France, réseau CIVAM, Solidarité Paysans et Fédération française des Diabétiques

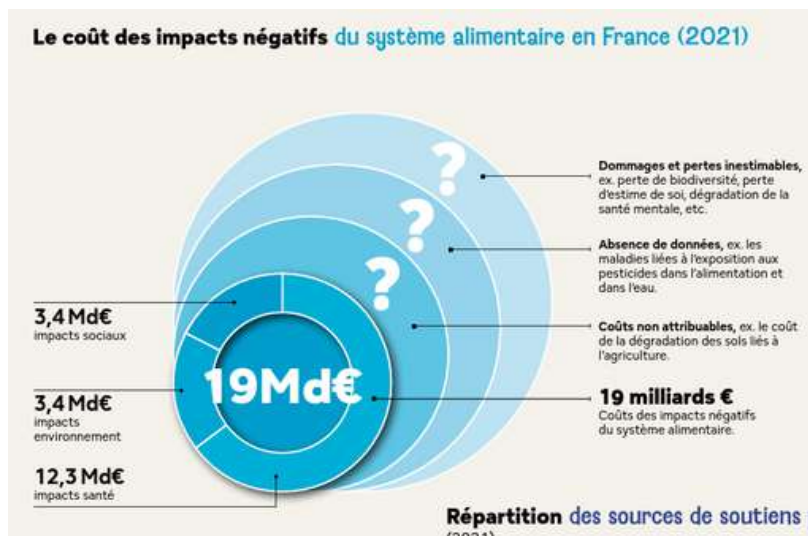
Partenaires associatifs, de la recherche, institutions et groupes de terrain se sont associés pour présenter dans ce rapport trois grands constats :

- Les prix ne rémunèrent pas suffisamment les agriculteurs et agricultrices
- L'aide alimentaire est stigmatisante et donne rarement accès à une alimentation choisie
- Les prix ne permettent pas une alimentation durable et de qualité pour les personnes en précarité

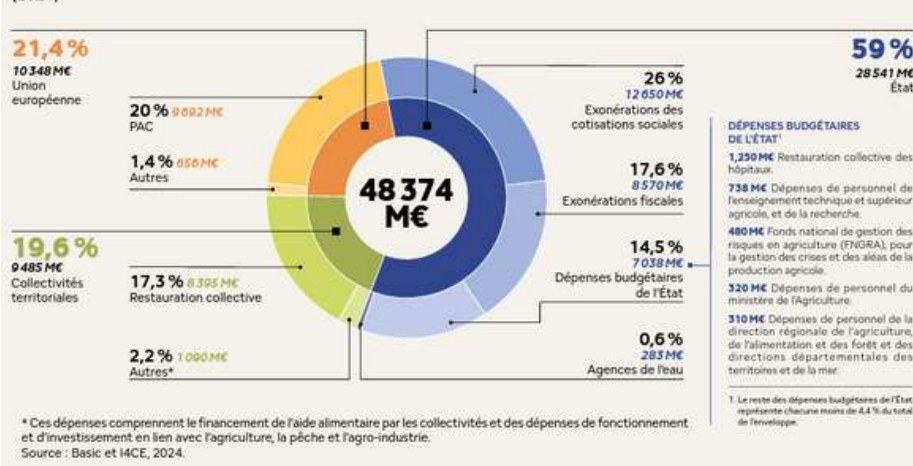
Les chiffres sont là : **67 milliards**, c'est ce qui est investi chaque année pour notre système alimentaire, à la fois pour assurer son fonctionnement mais aussi pour réparer les dommages qu'il cause.

Pour les auteurs du rapport (réseau CIVAM, le Secours Catholique, Solidarité Paysans et la Fédération Française des Diabétiques), c'est l'arbre qui cache la forêt : ces dépenses n'incluent pas les impacts irréparables sur la vie des personnes en précarité alimentaire ni même l'impact irréparable sur la biodiversité. Ces coûts sont actuellement supportés par la société et la planète.

Cette publication s'inscrit dans la suite de travaux pour une alimentation choisie et de qualité qui ne soit pas un privilège, mais bien un droit pour toutes et tous. Redonner le pouvoir aux citoyens et aux citoyennes de pouvoir choisir leur alimentation, c'est pouvoir le faire en connaissance de cause, c'est à dire en ayant en tête les enjeux liés au système alimentaire et ses coûts cachés.



Répartition des sources de soutiens publics au système alimentaire français (2021)



COMMENT CARACTÉRISER LE SYSTÈME ALIMENTAIRE ACTUEL ET COMMENT DEVRAIT-IL ÉVOLUER ?

Lors de la table-ronde, Jean-Claude Balbot et Bénédicte Bonzi nous ont partagé les éléments qui, selon eux, caractérisent le système alimentaire actuel :

- un **système industriel et linéaire** marqué par la séparation des tâches, la consommation de capitaux, l'extraction de ressources, la consommation d'énergie ;
- un **système capitaliste** qui concentre les revenus dans les mains de quelques uns ;
- un **système non-démocratique** : la Politique Agricole Commune a créé un complexe agro-industriel dans lequel l'Etat est la voix du monde paysan ;
- un **système inégalitaire** qui va mal d'un bout à l'autre de la chaîne. Ceux qui produisent sont en difficulté. Et à l'autre bout de la chaîne, la précarité alimentaire augmente et l'aide alimentaire devient le moyen de se nourrir pour des millions de personnes ;
- un **système qui contient et produit de la violence** mais qui est pacifié par l'aide alimentaire devenue structurelle (et non plus en réponse à l'urgence)
- un système qui n'est **pas NORMAL !**

“L'aide alimentaire contient une violence systémique, institutionnelle, une violence dense, forte. L'aide alimentaire permet que cette violence ne rejaillisse pas. L'aide alimentaire garantit aujourd'hui la paix sociale. Je n'ai pas envie de la révolution et de la violence mais je n'ai plus envie de vivre dans un système pacifié. Je voudrais que l'on puisse sortir de ce système construit par les dominants.”

Bénédicte Bonzi



Aujourd'hui, l'aide alimentaire, ça ressemble à : "dites nous de quoi vous avez besoin, on vous apprendra comment vous en passer.”

Bénédicte Bonzi

“L'exercice agricole est un exercice de puissance. Il faudrait abandonner cette question de puissance. On y perd tous. Les femmes sont exclues de ce jeu cantonnée à la dimension “alimentation” dans une répartition genrée des rôles.”

Jean-Claude Balbot



Le Droit à l'alimentation va bien plus loin que l'aide alimentaire. Il ne s'agit pas de remplir les estomacs mais de donner des conditions d'accès dignes à une alimentation choisie.

Bénédicte Bonzi

QUELLE DÉFINITION DE LA DÉMOCRATIE ALIMENTAIRE ?

Jean-Claude Balbot

“Pour moi, la démocratie alimentaire est une erreur de vocabulaire. On devrait parler de démocratie dans l'alimentation, lutter contre la séparation, la segmentation. Il manque aujourd'hui des maillons (producteurs, distributeurs, transformateurs) pour cela. Je pense que la démocratie, c'est sortir du marché : sortir de l'offre et s'attacher à la demande, se demander quels sont les besoins.”

Bénédicte Bonzi

“Le concept de démocratie alimentaire est arrivé du Royaume Uni, développé par Tim Lang puis repris, en France, par Dominique Paturel. On parlait avant plutôt de souveraineté alimentaire (Via Campesina). J'ai envie de partager avec vous le concept de l'économie morale : des foules qui se disent collectivement : "on ne veut pas prendre le pouvoir mais que l'on ne nous empêche pas de bien nous nourrir !".

Serge Bouffange

“Du côté des services de l'Etat, la notion de démocratie renvoie à la prise en compte des initiatives, des organisations collectives, citoyennes dont les services de l'état ont impérieusement besoin pour construire et appliquer des politiques nationales qui répondent aux spécificités et à la sensibilité des territoires.

Ce nous tentons de faire dans la région, c'est de sortir des cases et proposer une action transversale : production, consommation, santé, développement durable et solidarité. Pour cela, nous avons agrégé les différentes compétences des services de l'état et créé un comité de liaison alimentation et territoire composé de la DRAAF, DREETS, ARS, ADEME. Cela permet aux services de l'Etat d'avoir une approche globale autour des solidarités alimentaires (justice sociale, santé, alimentation, transition écologique...) et de faire converger les financements possibles. Cela permet aussi de laisser de la capacité de décision des territoires en soutenant les PAT (des porteurs collectivités et associations).”

“La démocratie ne se divise pas, c'est toute notre vie ou pas.”

Jean-Claude Balbot



“La démocratie est un chemin de connaissances.”

Bénédicte Bonzi



“Il faut avoir confiance dans la capacité d'organisation, d'agencement des acteurs sur le territoire dans une logique circulaire”

Serge Bouffange



QU'EST-CE QU'APPORTE LE PROJET POLITIQUE DE SÉCURITÉ SOCIALE DE L'ALIMENTATION ?

Jean-Claude Balbot

“De nombreuses initiatives comme le Label AB... etc, sont indispensables car elles ont permis à certains de vendre à meilleur prix, d'échapper aux pesticides. Mais ces initiatives sont impuissantes à bouger le navire agro-industriel. Les dépenses doivent être structurelles.

Nous avons voulu sortir des marchés, sortir de la logique de l'offre, imaginer une politique de la demande. Notre malheur est commun, c'est le capitalisme et la logique d'accumulation de ressources.”

Bénédicte Bonzi

“Je souhaite vous alerter sur les entraves à la socialisation de l'alimentation, sur la lecture économique de l'aide alimentaire : pour cela, je vous propose de lire le rapport de la cour des comptes sur l'efficience de l'aide alimentaire. Aujourd'hui, l'aide alimentaire, ça ressemble à : "Dites nous de quoi vous avez besoin, on vous apprendra comment vous en passer." On demande aux acteurs de l'aide alimentaire de faire davantage, mais sans leur donner les moyens. Avec la Loi Garot, des invendus on est passé aux invendables !

Le Fonds “Mieux Manger Pour Tous” a permis de mettre des aliments de qualité dans les paniers alimentaires, et c'est une bonne chose, mais il faut accueillir toujours plus de personnes à l'aide alimentaire.

L'État est puissant mais des choix ne sont pas fait. La politique du "en même temps" nous envoie dans le mur. Il faudrait sortir du rôle du héros. Le rôle du héros c'est d'être sacrifié !

Ce qui me touche dans le projet de Sécurité Sociale de l'Alimentation (SSA), c'est qu'il est révolutionnaire. La SSA suggère de reprendre la main, de reprendre le pouvoir. C'est aussi admettre que l'on a aussi des devoirs. Le travail n'est pas facile mais il est transformatif. Avoir chacun un petit rôle, une petite tâche pour se sentir puissant.”



ATELIERS D'INSPIRATION

DÉMOCRATIE ? JUSTICE ?

DROIT À L'ALIMENTATION ?

COMMENT ON S'Y PREND AU JUSTE...

Mouvement Carav'Alim

Maëlis Horellou

Coordinatrice du mouvement

Cécile Fau

Chargée de développement de
l'Union des Groupements des Epiceries Sociales et Solidaires



La Caisse Locale de l'Alimentation de Cadenet

Eric Gautier

directeur de l'association Au Maquis !

Dora Tilly

Membre de la Caisse Locale de l'Alimentation de Cadenet



Caisse Alimentaire Commune de Montpellier

Paul Rouveyrol,

Membre de la Caisse Alimentaire Commune de Montpellier

Animation

Camille Frazzetta

Stéphanie Ambellié

Prise de notes

Anne-Marie Flandrin

Noémie Hilmoine

Solène Berry

Bernardetta Morano



LE MOUVEMENT CARAV'ALIM (1/3)



Carav'alim est un mouvement d'éducation populaire qui défend le droit à l'alimentation. Il a vocation à accueillir, fédérer et soutenir les projets, initiatives et collectifs qui œuvrent pour l'accès de tou·tes à une alimentation saine et durable et agissent avec les personnes concernées par les injustices du système alimentaire.

L'idée d'un mouvement d'éducation populaire pour le droit à l'alimentation est née à l'occasion des réflexions et travaux autour de la démocratie alimentaire dans le cadre du projet Territoires à Vivre, porté par 5 structures : VRAC, réseau CIVAM, Secours Catholique, réseau Cocagne et l'UGESS.

L'UGESS, le Réseau Civam, le Secours Catholique, la Fédération nationale des centres sociaux, Action contre la faim et Aequitaz ont décidé de poursuivre leur action. L'idée n'étant pas d'imaginer le mouvement Carav'alim à partir des seules organisations nationales mais d'aller à la rencontre des initiatives locales qui seraient membres de ce mouvement. Afin de le construire plutôt à partir de leurs envies et de leurs besoins, un tour de France des initiatives en caravane a été organisé début 2024 pour rencontrer des groupes qui se mobilisent avec les premier·es concerné·es pour le droit à l'alimentation pour qu'ils rejoignent le collectif et qu'ils participent à la réflexion et à la gouvernance. Il s'est agi d'une démarche de construction itérative avec 16 ateliers sur 3 mois un peu partout en France.

Les initiatives rencontrées ont été recensées sur une carte. On leur a demandé quels étaient leurs besoins, quel serait leur intérêt de faire partie d'un mouvement national autour des questions de démocratie alimentaire, quel temps / forme cela pourrait prendre. Sur la base des éléments récoltés pendant ce tour de France et de cette construction collective, une demande de financement a été déposée et obtenue pour rendre le projet autonome pendant deux ans, jusqu'à la fin de l'année 2026, auprès de la Fondation France et de la Fondation Carasso.



Carte des groupes locaux (orange) et organisations membres (bleu) du mouvement Carav'alim

LE MOUVEMENT CARAV'ALIM (2/3)

Trois axes de travail ont été définis par Carav'alim :

- un **premier axe politique** qui porte l'ambition d'aller vers le droit à l'alimentation. C'est l'horizon commun partagé par l'ensemble des membres du mouvement.
- un deuxième axe qui est le cœur de la "machine" Carav'alim : **un espace pour s'entraider, se soutenir, se rencontrer, entre groupes et initiatives**, pour tous progresser sur comment est-ce qu'on s'y prend concrètement dans nos initiatives locales pour mettre en œuvre de la démocratie alimentaire. Plusieurs actions sont en cours, toujours sur cette idée d'aller dans les territoires, organiser des rencontres, on fait des visites apprenantes.
- un troisième axe, **le haut-parleur des injustices alimentaires**, pour faire écho et porter haut et fort la voix, les vécus et les propositions des premiers et des premières concernés par les injustices de notre système alimentaire.

Carav'alim n'est pas un espace de plaidoyer en tant que tel. L'idée est d'aller incarner ces plaidoyers d'une part, en donnant de la voix aux personnes qui sont concernées et d'autre part, d'outiller et de faire « redescendre », ce qui se discute dans des échelles plus institutionnelles autour des questions d'alimentation pour que dans les groupes cela puisse aussi être des supports pour s'approprier les sujets.

Le Manifeste de Carav'alim est disponible sur le site internet. C'est une base commune pour les partenaires qui ont rejoint Carav'alim. Le mouvement est actuellement composé de 64 membres, un peu partout en France : des groupes locaux qui sont en lien direct avec des habitant.es, et des organisations qui sont plutôt en soutien ou en accompagnement à des groupes locaux.

Carav'alim regroupe une grande diversité de membres : des épiceries sociales et solidaires, des collectifs qui expérimentent des caisses alimentaires, des dispositifs sur la sécurité sociale de l'alimentation, des centres sociaux, des collectifs citoyens plus informels, qui réfléchissent, qui se forment aux questions d'alimentation avec en tête de porter des projets autour de l'alimentation sur leur territoire, ou de travailler sur l'approvisionnement de la cantine scolaire, des groupements de producteurs, dans une démarche d'éducation populaire, etc.



LE MOUVEMENT CARAV'ALIM (3/3)

De nombreuses actions sont en cours en France :

- Des **visites apprenantes** sont organisées : les dernières ont eu lieu à Paris, Lyon... D'autres étapes se profilent à Lorient, en Ardèche.... Il pourrait y en avoir d'autres et c'est tout à fait le but. Pourquoi pas dans les Hauts-de-France ? Les visites apprenantes sont des rencontres et des moments d'inspiration, d'entraide. C'est également l'occasion de faire haut parleur des injustices alimentaires. L'idée est vraiment de faire attention à ce qu'on ait une diversité de personnes, et que ce ne soit pas que des professionnels.



- Carav'alim a lancé un **appel à manifestation d'intérêt**, pour apporter un soutien financier ou un accompagnement à des actions autour du haut parleur des injustices alimentaires. Il s'agit d'écouter et recueillir la parole des personnes concernées, leurs propositions. Il y a des projets qui sont plutôt sur de l'apprentissage, de la montée en compétences et en connaissances d'un groupe sur les enjeux d'alimentation. El'Cagette à Roubaix et Zone d'Alimentation Durable à Loos ont été soutenus dans le cadre de cet AMI.
- Des **ateliers collectifs en ligne** ont également été lancés pour favoriser les échanges entre des groupes qui sont parfois diamétralement opposés sur la carte de France, dans un format un peu rapide d'une heure et demie en visio, entre groupes membres de Carav'alim mais pas forcément sur le même territoire.
- Des **ateliers d'arpentage sur le droit à l'alimentation** : deux groupes qui vont travailler au mois de septembre pour arpenter le rapport d'action contre la faim « droit à l'alimentation, la France doit se mettre à table ».
- Une **démarche autour des élections municipales** qui auront lieu l'année prochaine. Une liste de propositions communes à destination des candidats a été construite et une malette à outils a été créée pour s'approprier les sujets dans les groupes et aller interpellier les candidats sur ces questions (voir atelier de l'après-midi)
- Un **événement national le 15 et 16 octobre à Nantes : "droits dans nos assiettes"**. Ce sera un temps fort de Carav'alim : Il a pour objectif que les membres se rencontrent, se mobilisent et prennent la parole autour du droit de l'alimentation.
- Sur le **site de Carav'alim** on trouve :
 - une cartographie :
 - des ressources autour de la démocratie alimentaire :
 - Le site internet est pensé comme un espace ressource collaboratif, tout le monde peut déposer des ressources. Il y a un agenda partagé pour les événements locaux, un espace « blog » pour relayer des infos, dire ce qui bouge dans les territoires, des annonces de webinaires.

LES FONDAMENTAUX DE LA SSA

Le projet de Sécurité Sociale de l'Alimentation, porté par un collectif national d'une quarantaine d'acteurs, émane de travaux sur le droit à l'alimentation et la démocratie alimentaire, développés par le collectif de recherche DEMOCRALIM (D. Paturel et P. N'Diaye), la question du "Salaire à vie" portée par Le Réseau Salarial (B. Friot), et enfin les questions posées par les réseaux paysans sur la rémunération juste et l'accessibilité pour tou-te-s à une alimentation de qualité, durable et choisie.

Il pose des constats que les intervenants de la table ronde ont développé, à leur manière, en introduction de la journée : "les impacts du modèle économique capitaliste sont désastreux pour les conditions actuelles de production agricole et alimentaire et pour l'environnement. Il est de plus à l'origine de violences alimentaires en raison de l'absence de droit à l'alimentation durable et de la place de variable d'ajustement donnée à l'alimentation dans le budget des ménages."

Le mécanisme de Sécurité Sociale de l'Alimentation tel que l'imagine le collectif national, s'inscrit dans la lignée du régime général de la Sécurité Sociale (1946) et se matérialiserait concrètement au travers de 3 principaux piliers :

- l'universalité du processus,
- un conventionnement des produits accessibles, organisé démocratiquement,
- un financement assis sur une cotisation basée sur la valeur ajoutée produite par l'activité économique.



©Mapbox ©Openstreetmap
Source : securite-sociale-alimentation.org



Aujourd'hui, en l'absence d'un système universel de droit commun existant au niveau national, des collectifs d'acteur·ices et de citoyen·nes expérimentent des projets de caisses locales et tentent de donner corps aux 3 piliers (ou l'un de ces piliers) sur un territoire donné, avec un échantillon de population et des partenaires conventionnés.

Nous avons choisi de faire témoigner lors de l'évènement des représentant·es des caisses de Montpellier et de Cadenet. L'idée n'était pas tant de présenter le fonctionnement "technique et opérationnel" de la caisse mais plutôt d'avoir un retour d'expérience et un regard sur le terreau propice à l'émergence, sur l'importance du temps long, sur la composition des comités citoyens et adhérents, sur les dynamiques de coopération sur le territoire.

Les témoignages recueillis et consignés dans la suite de ce document permettent de voir ce qu'une telle coopération peut produire à l'échelle d'un territoire et en lien avec ses caractéristiques propres : un projet où la reconnaissance de l'apport de chacun·e peut court-circuiter ou atténuer (non sans mal) les concurrences, les rapports de pouvoir. Cela illustre aussi, au travers de l'exemple montpelliérain, comment la posture de facilitateur des collectivités est également un élément déterminant dans la dynamique territoriale.

LA CAISSE COMMUNE DE L'ALIMENTATION DE MONTPELLIER (1/6)

La Caisse Alimentaire Commune de Montpellier est aujourd'hui la plus connue des expérimentations françaises de ce que des chercheur.es nomment expérimentation de "Sécurité Sociale de l'Alimentation".



L'expérimentation de Montpellier est déjà extrêmement bien documentée (cf : Rapport final d'action recherche de mai 2025 et le [Yeswiki de Territoires à Vivre Montpellier](#)). Cela nous intéressait cependant, à plusieurs titres, de les convier lors de la journée car :

- Elle raconte une histoire assez inédite de **coopération entre structures de l'alimentation** (supermarchés coopératifs, épiceries sociales, associations d'aide alimentaire, structures agricoles), que nous ne connaissons pas forcément ici en Hauts-de-France, ou en tout cas à des échelles aussi larges.
- Elle raconte **une histoire de mixité sociale effective avec une attention portée sur l'implication des mangeurs et mangeuses les plus précaires**, et ce avec une approche encore rare : elle est appréhendée comme un enjeu de repositionnement non pas des mangeurs et mangeuses s'identifiant comme appartenant à la classe populaire, mais plutôt un changement de posture attendue des membres des différents groupes s'identifiant à des classes plus privilégiées.

Paul Rouveyrol, membre de la Caisse Alimentaire Commune de Montpellier, a accepté de venir nous raconter comment fonctionne cette caisse et quels sont les enjeux que les collectifs ont traversé et traversent à chaque étape du projet.

NB : dans la mesure où nous ne disposons pas de suffisamment de temps pour couvrir la richesse des enseignements de l'expérimentation, nous complétons, ici, le témoignage de Paul avec quelques compléments issus du rapport final d'action recherche 2022-2024 paru en mai 2025 et à retrouver en intégralité sur le site internet.



LA CAISSE COMMUNE DE L'ALIMENTATION DE MONTPELLIER (2/6)

L'ÉMERGENCE DE LA CAISSE, DYNAMIQUE DE COOPÉRATION TERRITORIALE

La Caisse a vu le jour à la suite du dispositif "Territoires à Vivres", projet initié par 4 réseaux nationaux sur 4 territoires en France, dans le cadre du Plan de Relance, à la suite de la crise de la COVID 19 en 2020. Les membres initialement engagés dans Territoires à Vivres ont pu travailler le renforcement de la coopération sur le territoire montpellierain. Le collectif s'est agrandi et se nomme aujourd'hui le collectif de coopération. C'est ce collectif qui a initié et porte actuellement la Caisse Commune de l'Alimentation. En voici la composition :



Lien [Cartographie des acteurs du comité local](#)

Ce collectif est composé d'acteurs complémentaires : groupements d'achats, épiceries coopératives, épiceries sociales, associations caritatives, laboratoires de recherches, associations militantes en faveur des droits des personnes subissant les injustices sociales, une monnaie locale, les collectivités locales, associations de transition écologique... Une représentation large donc des parties prenantes du système alternatif.

LA CRÉATION DU COMITÉ CITOYEN DE L'ALIMENTATION ET LA MOBILISATION DU PREMIER GROUPE D'EXPÉRIMENTATEUR.ICES.

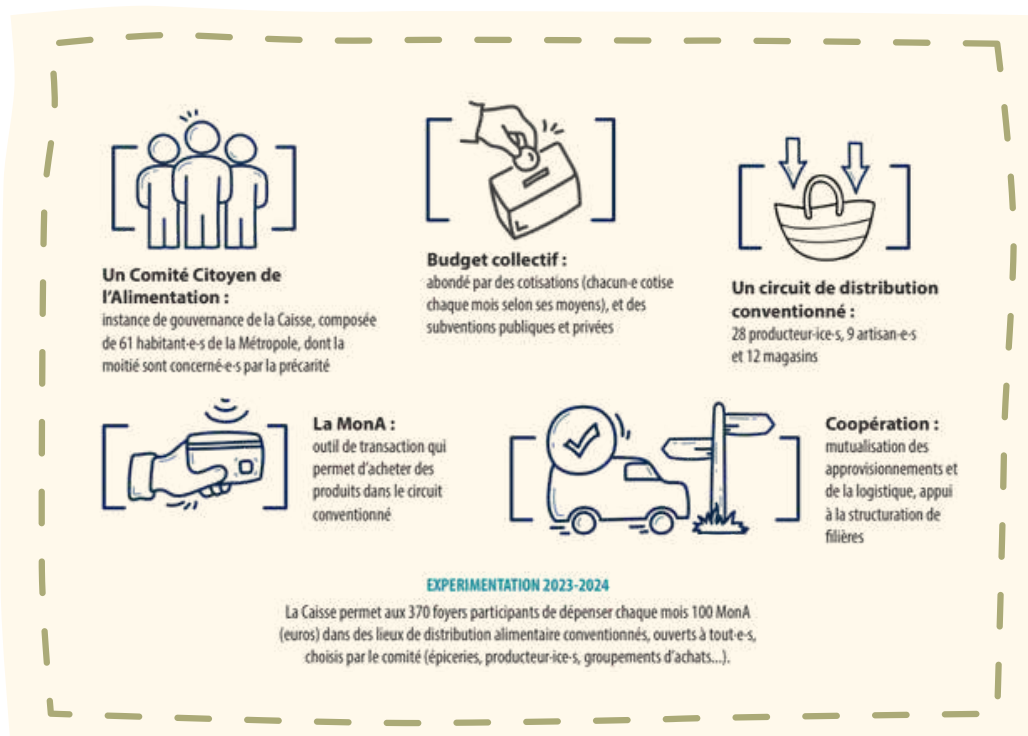
De février à octobre 2022, le collectif de coopération a mené diverses actions de mobilisation des habitant·e·s pour échanger sur l'alimentation et faire connaître le projet de Caisse alimentaire commune avec des ateliers, des balades sur le paysage alimentaire, des repas collectifs dans différents quartiers de la ville de Montpellier en lien avec des associations partenaires. Progressivement, s'est constitué **un groupe de 47 habitant·e·s formant le premier Comité citoyen de l'alimentation** en prêtant attention à la forte représentation des personnes vivant ou ayant vécu la précarité alimentaire.

D'avril à juin 2023, un appel à participation a été lancé pour ensuite donner lieu à un tirage au sort pour mobiliser les participant·es de la Caisse. La représentativité de la population de Montpellier s'est faite sur 2 critères : l'âge et le revenu. Au total 404 personnes ont été inscrites pour devenir expérimentateur·ices de la MonA : 47 membres du Comité citoyen, 274 inscrits par tirage au sort et 83 orientés par des partenaires sociaux et finalement 370 ont cotisé en 2023.

Les participant·e·s à l'expérimentation sont majoritairement des **femmes** (70%), habitant dans différents quartiers de la **ville de Montpellier** (86%) et dont la moitié ont entre **25 et 45 ans** (plus de jeunes qu'au Comité citoyen). Les expérimentateur·ice·s sont issu·e·s de **divers milieux sociaux** (41% ont un emploi, 16% sont retraité·e·s et 14% au chômage), fortement **diplômé·e·s** (72% ont un niveau Bac+3) et **engagé·e·s** : 63% font partie d'une association. En termes d'accès à l'alimentation, la moitié des membres sont concernés par la **précarité alimentaire** et 23% ont recours à l'**aide alimentaire**. Une partie conséquente des participant·e·s était déjà engagée dans des pratiques alimentaires durables (**67% consomment du bio** une fois par semaine, contre 34% à l'échelle de la France). Une autre partie était plus éloignée de l'alimentation durable, pour des **motifs principalement économiques** (pour 83% le prix est le frein majeur à l'achat de produits bio).

LA CAISSE COMMUNE DE L'ALIMENTATION DE MONTPELLIER (3/6)

LES INGRÉDIENTS DE LA CAISSE COMMUNE



Extrait du rapport final de la recherche-action 2022-2024, mai 2025

LE COMITÉ CITOYEN, UN ESPACE DE DÉMOCRATIE DIRECTE

Le Comité citoyen est pensé comme un espace de démocratie directe (forme de démocratie dans laquelle les citoyen-ne-s exercent directement le pouvoir, sans l'intermédiaire de représentants élus) dans lequel les membres co-décident des grandes orientations de la Caisse alimentaire commune. Paul nous fait part d'une forte et pérenne mobilisation, d'au moins $\frac{2}{3}$ des membres, lors des réunions mensuelles qui ont lieu le samedi. Un élément important pour favoriser cette participation : le repas est offert et une garderie est mise en place pour prendre soin des enfants.



L'animation du comité citoyen est assurée par des représentants du comité de coopération qui portent un regard particulièrement attentif aux conditions d'égalité dans la participation. Dans une approche de développement du pouvoir d'agir de tou-te-s, les animateur-ices mobilisent les outils et postures d'éducation populaire, du croisement des savoirs, la médiation et la régulation des désaccords, la convivialité. La levée des freins matériels (repas et garderie) y contribue également. Mais c'est un travail qui nécessite des ajustements et des questionnements permanents, comme le rapporte Paul.

Bien que le Comité citoyen soit un espace de participation citoyenne, son fonctionnement démocratique se heurte à des limites : le Comité reste traversé par des rapports de domination (capital culturel, social), ses membres sont soumis à des contraintes de temps, qui peuvent générer des phénomènes d'auto-censure et une appropriation différenciée des sujets. Il existe également une persistance des inégalités de genre qui peuvent se manifester dans les moments informels (tâches de care saisies par les femmes) ou dans les réunions de travail en semaine au sein desquelles les femmes sont moins impliquées (au regard de leur proportion dans le Comité), notamment en raison de contraintes familiales.

Extrait du rapport final de la recherche-action 2022-2024, mai 2025

LA CAISSE COMMUNE DE L'ALIMENTATION DE MONTPELLIER (4/6)

LES VIOLENCES ÉCONOMIQUES ET SYMBOLIQUES AU SEIN DU DISPOSITIF

Paul a partagé avec nous son regard sur des questions de fond qui entrent en résonance avec les propos de Bénédicte Bonzi, développés pendant la table ronde. Les parties prenantes engagées dans l'expérimentation de Montpellier ont, en effet, le mérite et le courage de regarder ce que l'on peine souvent à regarder, à savoir, **comment au sein de nos projets de transformation sociale, économique, écologique, porteurs de valeurs de justice et d'équité se rejouent parfois des mécanismes du système que l'on remet pourtant sincèrement en question ?**

Le regard porté sur la question de la violence économique et symbolique dans les travaux réalisés par l'équipe de la Caisse alimentaire commune de Montpellier est très important car il propose une observation fine des effets des normes économiques et sociales des espaces marchands conventionnés sur les personnes n'y ayant pas accès habituellement, par incompatibilité avec les moyens qui sont les leurs, ou par intériorisation de la contrainte économique depuis l'enfance.

Dans les projets de démocratie alimentaire, on peut entendre régulièrement "on n'arrive pas à faire venir les personnes qui subissent la précarité" ou "il faut faire avec les personnes concernées, oui mais comment ?". Et lorsque l'on se demande pourquoi ou comment, la réponse est souvent : "il faut faire monter en compétence", "il faut rendre acteur"... Il est finalement assez rare de s'interroger, en tant que personne non concernée par la précarité, sur ses propres pratiques et d'identifier en quoi, les postures, les codes, les manières de s'organiser, peuvent fermer la porte à toute une partie de la population. Paul nous partage que cela est plutôt vécu par des expérimentateur-ices, là où les membres du comité citoyen, par leur implication dans le conventionnement notamment (visite des lieux, échanges avec les producteur-ices, distributeur-ices) vivent moins cette forme d'auto-censure.

"Il y a une vraie question à la fois de sentiment de légitimité mais aussi de réalité vécue, en matière de revenus, concernant l'accès à des produits de qualité.

Même si la caisse permet de dépenser plus et m'en donne les moyens, ça ne me semble pas forcément acceptable de payer 4 euros pour une barquette de fraises"

Paul



Dans les lieux conventionnés, les personnes concernées par la précarité se retrouvent par exemple confrontées à des prix qui peuvent être jugés inaccessibles : "hyper chers", "de luxe", "inabordable". L'incompatibilité entre des moyens limités et les normes économiques qui leur sont imposées dans ces lieux suscite alors une forme de **violence économique**. La violence peut aussi être **symbolique** : ces lieux habituellement fréquentés par une clientèle appartenant à une classe sociale plutôt aisée véhiculent des normes sociales qui imposent une vision du monde légitimée par les classes dominantes et intériorisée par les classes dominées (Bourdieu, 1970). **Certaines personnes concerné-e-s par la précarité ont pu ressentir un mépris de classe implicite** dans l'attitude ou les comportements de la clientèle des magasins, renforçant un sentiment de non appartenance aux lieux. Celui-ci peut être exacerbé pour des personnes racisées, qui se retrouvent dans des espaces majoritairement blancs et ont pu faire face à des discriminations. Même si cela ne concerne que certaines personnes, **la Caisse a pu générer des expériences d'exclusion au sein de l'inclusion : la légitimité des personnes à rentrer dans les lieux de l'alimentation durable a pu être remise en question.**

« J'avais vraiment l'impression qu'il y avait deux mondes, et que je retrouvais pas, parmi les clients, les personnes, mais c'est peut-être moi qui me faisais cette idée. »

(Une membre du Comité citoyen, s'identifie à la classe défavorisée)

Extrait de la synthèse du rapport d'étude-action, mai 2025

LA CAISSE COMMUNE DE L'ALIMENTATION DE MONTPELLIER (5/6)

LE LIEN AUX COLLECTIVITÉS LOCALES

Les collectivités ont occupé deux rôles principaux pendant les deux premières années d'aventure de la Caisse Alimentaire Commune. Les premières engagées, avant l'émergence de la Caisse, sont la Ville de Montpellier et Montpellier Métropole. Le Conseil départemental et la Région Occitanie ont rejoint l'expérimentation par la suite.

Au delà des financements proposés, les élu-es et "technicien·nes" se sont impliqué·es et ont participé comme toute partie prenante à l'élaboration de la Caisse aux côtés du comité citoyen, par la contribution aux échanges, par un soutien financier et matériel, par la participation aux rencontres avec les membres du Comité citoyen, par la mise en relation d'acteurs, l'intervention lors d'événements, la diffusion de l'expérimentation, la connexion avec d'autres territoires et d'autres élu·e·s... Le CCAS et le Département sont devenus progressivement des prescripteurs, en orientant des publics accompagnés vers la Caisse.

Le témoignage de Paul et d'autres membres de l'expérimentation traduisent bien l'engagement et la posture d'humilité adoptée par les élu-es et technicien-es des collectivités impliquées. Plus que des financeurs, les collectivités ont joué un rôle de partenaire réel, en reconnaissant l'expertise des citoyen·nes et des associations, animatrices du Comité citoyen, et en jouant le jeu du dialogue démocratique.

"Du côté des citoyen·ne·s, les rencontres répétées avec les politiques et le constat de leur humilité font aussi bouger les positions de principe et amorcer une reprise de dialogue."

Extrait du rapport final de l'étude action, page 81

On est allés vite car le cadre des subventions qui nous impose d'aller vite... Il y a eu un avantage à cela, ça a créé de l'enthousiasme ! Mais l'inconvénient c'est qu'on visait l'autonomie du Comité Citoyen en matière d'auto-gestion et d'animation, et cela nécessiterait plus de temps... On se questionne beaucoup sur ce que ça implique en termes de capacité de "pilotage", de "gestion", de prise de décision en pleine connaissance de causes sur un projet de plus en plus complexe... On travaille aujourd'hui à la structuration en association, ce qui suppose la création d'un CA et soulève des questions supplémentaires...

Paul Rouveyrol, membre de la Caisse de Montpellier



LA CAISSE COMMUNE DE L'ALIMENTATION DE MONTPELLIER (6/6)

QUELLES PISTES DE TRAVAIL POUR LA 2E PHASE DE DÉVELOPPEMENT DE LA CAISSE

- **Renforcer l'impact de la Caisse alimentaire sur les pratiques alimentaires des participant-e-s**

- > augmenter la part de MonA dans le budget alimentaire des foyers, donc augmenter le montant mensuel de MonA.

- **Renforcer la justice sociale, dans ses deux dimensions "redistribution" et "reconnaissance"**

- > augmenter le montant mensuel de MonA, par foyer, en fonction de la composition familiale.

- > réduire les effets de la Caisse sur la reproduction des rapports genrés en lien avec l'alimentation, faire de la Caisse un projet féministe.

- > aborder les enjeux de normes alimentaires et les aspects postcoloniaux des rapports de pouvoir alimentaires (Hourcade & Mc Clintock, 2023).

- **Renforcer la dynamique démocratique**

- > assurer le renouvellement du Comité citoyen et la transmission de l'expérience.

- > ouvrir le Comité citoyen une fois par trimestre à tous les expérimentateur-ice-s volontaires (séances d'apprentissage, décision de conventionnement).

- > renforcer le "contrôle populaire" (lisibilité des processus de décision, pleine participation, changement de rôles).

- > développer les opportunités de participation d'actions collectives et d'apprentissage mutuel pour toute la communauté de la Caisse alimentaire commune.

- **Renforcer l'accessibilité économique et sociale des points de vente conventionnés**

- > travailler sur une typologie plus variées de lieux conventionnés.

- > creuser la question des prix des produits, aborder les effets possible du conventionnement sur les prix.

- > soutenir une "alimentation durable populaire", ancrée dans une économie populaire, en lien avec les Maisons de l'alimentation solidaire et autres actions à imaginer sur le volet distribution.

- **Favoriser l'impact économique et social de la Caisse alimentaire commune sur les points de vente dans toute leur diversité, notamment les producteur-ice-s en vente directe**

- > augmentation du nombre de foyers participants.

- > procéder à une "mobilisation géographique" de nouveaux expérimentateur-ice-s, dans un ou plusieurs quartiers et communes spécifiques, notamment autour des marchés de plein vent sur lesquels des producteur-ice-s sont conventionné-e-s.

- **Structurer et renforcer le "réseau conventionné" par des actions de coopération, et soutenir la structuration et le développement d'une offre agricole et alimentaire durable**

- > animation du réseau de points de vente et inter-connaissance au sein du réseau.

- > expérimentations d'achats en commun pour l'approvisionnement, et de logistique mutualisée.

- > rechercher l'implication d'un plus grand nombre de producteur-ice-s du territoire.

- > engager des échanges au sein du réseau sur la planification, la sécurisation des débouchés et la co-définition du juste prix.

- **Travailler sur de nouvelles pistes pour obtenir des effets sur le système alimentaire**

- > faire émerger une Caisse commune d'investissement permettant aux acteurs du système (producteurs, projets de distributions alimentaire...) de réaliser des micros investissements.

LA CAISSE LOCALE DE L'ALIMENTATION DE CADENET (1/5)

L'objectif de l'échange, animé par Stéphanie Ambellié, était de se faire une idée de comment une caisse émerge. Ici, la caisse est vue comme un bout du projet global de l'association "Au maquis", qui s'inscrit dans une dynamique beaucoup plus large.



L'HISTOIRE DE LA CLAC VUE PAR ERIC

Eric Gauthier est salarié dans une association qui s'appelle Au Maquis et qui est implantée dans le Vaucluse (84), qu'il nous présente comme un département provençal de vacances avec de gros décalages de richesse. Par exemple, la commune de Cavaillon a un taux de pauvreté de 27% (moyenne nationale à 13-14%).



"L'association Au Maquis est créée aux débuts des années 2010 dans un territoire rural du Vaucluse dont les fondateurs ne sont pas issus. On avait travaillé tous les 4 dans l'humanitaire auparavant. Quand on est rentré dans le supermarché du coin, **on s'est rendu compte qu'il n'assurait pas du tout la souveraineté alimentaire car la majorité des produits venaient de très loin** (ex : aubergines des Pays-Bas). Ça a été le point de départ d'un questionnaire sur notre système alimentaire.

On s'est installés comme maraîcher-es avant de se faire "virer" du terrain. On a mis en place des temps de discussion avec les habitant-es, on a accompagné, on a co-construit avec le monde paysan des outils nécessaires à leur développement (ex : abattoir mobile), on a développé des actions en pied d'immeubles...

En 2020, la COVID est arrivée et on a pris du recul sur nos actions. On s'est rendu compte qu'on créait des frustrations dans les deux sens :

- Dans les quartiers populaires car on amenait des produits de qualité qui n'étaient pas accessibles par ailleurs
- Chez les paysans, même dans le magasin de producteurs, les paysans n'achetaient pas les produits des voisins. Outil de gentrification du monde rural...

On était donc en train de construire un système alimentaire à plusieurs vitesses...

C'est à ce moment là que l'on découvre la proposition de SSA et c'est un gros déclencheur dans nos têtes.

Ce qui nous a intéressé, c'est que cette **allocation alimentaire universelle permettait à la fois de donner les moyens aux habitants d'accéder à une alimentation de qualité mais aussi de construire un meilleur système agricole**. De la même manière que la sécurité sociale a permis la construction de centres de santé, on pouvait imaginer que ça aura le même impact au niveau agricole : permettre d'accéder au foncier, etc.

On s'est alors demandé, mais qu'est-ce qu'on fait de cette idée concrètement ? Si on souhaitait permettre à tous les habitants de Cadenet de bénéficier de la SSA, cela représenterait un coût de 8 millions d'euros. On a quand même envoyé une demande au département mais on n'a bien sûr pas eu de réponse !

On ne pouvait pas non plus créer une cotisation obligatoire sur notre village : c'est compliqué de payer pour les autres...

LA CAISSE LOCALE DE L'ALIMENTATION DE CADENET (4/5)

L'enjeu de l'universalité est hyper important : des projets spécifiques à certains endroits ne sont pas très compliqués à mettre en place mais quand on veut de l'universalité, c'est plus difficile ! Or, c'est cela la promesse de la SSA. Quand on est dans une salle de médecin, on ne se pose pas la question de savoir si notre voisin a payé sa cotisation...

Du coup, il ne nous restait qu'une seule ligne sur laquelle on pouvait essayer de faire des choses, celle de **la construction démocratique d'un conventionnement de l'alimentation durable**.

C'est vraiment juste une des actions de l'association. En parallèle, on mène d'autres actions comme :

- La co-construction d'une cantine pour les personnes en très grande précarité sur Cavaillon. La cantine doit être autonome d'ici 4 ou 5 ans, co-gérée par les personnes qui sont à la rue. Prix libre pour les personnes à la rue. On ne peut pas avoir de coûts salariaux. Il faut que les personnes s'autonomisent pour gérer les approvisionnements, gérer les normes HACCP...
- Envie de produire car ça ne sert à rien de dire à tout le monde de manger bio si on n'a personne pour produire ! Il s'agit de récupérer 2,5 ha de terres agricoles dans la plaine de la Durance pour de la production de fruits et légumes qui sont redistribués aux personnes qui viennent avec nous aux chantiers, dans des lieux de distribution alimentaire, à la maison commune, au centre pour les demandeurs d'asile et au centre social. Aujourd'hui, 30 à 40 personnes y viennent.

En 2021, on a commencé à travailler la question du conventionnement :

- création d'un **comité de pilotage avec des personnes ressources du territoire**. On pensait faire 3 réunions... on en a fait 19 et ça a duré un an !
- mise en place d'une **convention citoyenne de l'alimentation à l'échelle communale** avec 25 personnes à Cadenet. Les personnes passent par plusieurs phases de travail : 7 mois où ils assistent à des séances régulières pour apprendre des choses mais ne décident encore de rien. Ensuite, au bout de 7 mois, on a cherché des financements pour leur permettre de faire des choses. La Fondation de France nous a donné un budget qu'on a remis au groupe comme une sorte de budget participatif. Le groupe a répondu « on n'est pas prêts ». Il a mis 1 an pour réfléchir. En octobre 2023, la convention citoyenne crée la CLAC : c'est un projet qui intègre de nouveaux et nouvelles usager-es et qui démarrera concrètement en avril 2024. Pourquoi de délai entre octobre 2023 et avril 2024 ? Nous voulions laisser un temps d'appropriation aux nouveaux-elles !

Aujourd'hui, tous les mois, les 33 usager-es de la caisse bénéficient d'un remboursement de leur alimentation jusqu'à hauteur de 150€"

La caisse n'était donc pas un but en soi mais au fur à et mesure, elle est arrivée car elle était la réponse à la question : quelle est la vision qu'on a envie de construire ensemble ?

Mon message, c'est de dire que c'est avant tout la coopération. Si on ne partage pas la vision, on ne peut pas avancer et construire ensemble.

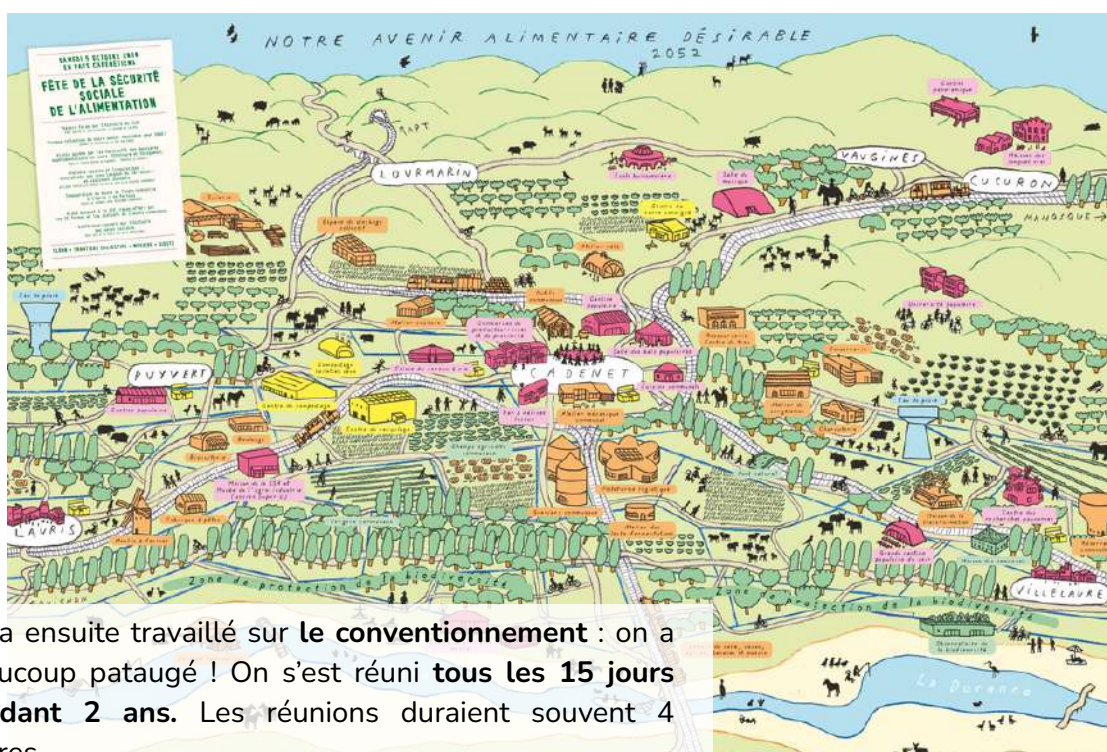
LA CAISSE LOCALE DE L'ALIMENTATION DE CADENET (3/5)

L'HISTOIRE DE LA CLAC VUE PAR DORA

Dora Thilly est membre de la CLAC et habitante du village de Cadenet. Pas forcément militante, elle se dit sensible aux causes environnementales et aux conditions de travail paysannes.

“J’ai intégré le projet en février 2022, au début de la constitution du collectif sur Cadenet (collectif de 25 personnes au départ, qui est descendu à 15 personnes ensuite). Pendant les 6 premiers mois, l’association avait un financement pour nous accompagner, nous faire suivre **un programme pour apprendre, débattre, partager autour de 3 sujets : système alimentaire, démocratie, sécurité sociale.**

Chaque sujet était développé sur **3 séances : apport de connaissance (séance 1), débat (séance 2) et la troisième séance permettait de partager en petit groupe.** À la fin de ces sessions, on parlait tous de la même chose, on partait tous de la même base. En juin, les vacances arrivaient mais le groupe a eu envie de continuer. On s’est lancé dans la construction d’un outil qui projetait un peu ce qu’on voulait sur l’alimentation durable. Ça a pris la forme d’une **fresque avec ce qu’on aimerait qu’il y ait sur le territoire** : production, lieu culturel, lieu de transformation, les échanges avec les autres territoires...



Fresque “Notre avenir alimentaire désirable 2052”

On a ensuite travaillé sur **le conventionnement** : on a beaucoup pataugé ! On s’est réuni **tous les 15 jours pendant 2 ans**. Les réunions duraient souvent 4 heures.

On a créé une grille de conventionnement avec 3 niveaux en fonction de notre fresque (horizon 2052) : pour arriver à ça, comment on va s’y prendre ?

Les produits remboursés à 100% sont les produits qui se rapprochent le plus de notre idéal, les produits remboursés à 70% sont des produits de bonne qualité pour donner l’élan et les produits remboursés à 30% ne sont pas exactement ce qu’on veut manger mais on veut vous encourager par rapport au système agro-industriel.

5 critères de conventionnement :

- L’impact environnemental
- L’impact sur notre santé
- Taille des outils de production
- Dépendance par rapport à l’agro-industrie
- L’impact social, les conditions de travail

LA CAISSE LOCALE DE L'ALIMENTATION DE CADENET (4/5)

On a ensuite fait une réunion publique pour recruter 33 membres, avec qui on a continué à travailler pendant 6 mois. **On était toujours en auto-gestion.** Au début du fonctionnement de la caisse, le collectif a voulu **changer de mode de gouvernance : on a instauré un système par groupe de travail** : GT conventionnement, GT système de remboursement, GT lien avec le collectif national, GT organisation des réunions... Il y avait 11 groupes au départ mais seuls 5 ou 6 fonctionnent vraiment.

On conventionne des produits avec 3 partenaires de distribution dans le village : un magasin de producteurs de la commune, une AMAP, et une épicerie du centre du village (ils choisissent celle-là car c'est la seule qui est indépendante de l'agro-industrie : elle pouvait changer son approvisionnement, elle avait la main et pouvait faire des changements). Avec ces 3 partenaires, on a mis des petites étiquettes sur les produits en fonction du niveau de conventionnement (étiquettes avec 3 cœurs, 2 cœurs, 1 cœur).



Cela représentait **7 000 produits à analyser** ! On était en lien avec les producteurs pour faire ce référencement. Ils nous ont donné accès à leur logiciel de caisse et on a rentré dans ce logiciel de caisse le taux de conventionnement de tous les produits : il nous édite un ticket (solution manuelle)

Je suis restée dans ce groupe alors que je n'étais pas du tout militante mais un peu sensibilisée, notamment sur l'impact que ça pouvait avoir sur l'installation des producteurs. C'était par la demande qu'on allait pouvoir créer l'offre. Si je suis restée, c'est parce que tout le monde pouvait s'exprimer, tout le monde était différent, tous les avis étaient entendus et respectés : je me suis sentie à ma place.

Pourquoi avoir opté pour une solution manuelle pour les comptes et le remboursement ? Est-ce que vous utilisez un outil numérique ?

“Rien ne nous l'imposait quand on a commencé. C'est un choix du groupe. Aujourd'hui, chaque membre de la caisse a une « **carte vitale alimentaire** », c'est une petite carte papier qu'on nous donne au début de chaque mois. *(Dora nous montre sa carte du mois de juin sur lequel il est inscrit tout ce qu'elle a dépensé).*

Pour les membres de la caisse, il y a un versement de 150€ le premier mois et ensuite, chaque mois, on rembourse sur présentation de la carte. Au début de chaque mois, il y a donc un groupe qui coche/valide toutes ces petites cartes : ces données sont rentrées sur une feuille de calcul numérique et on rembourse ensuite. On n'a pas choisi de faire de “tiers-payant” à ce stade.



LA CAISSE LOCALE DE L'ALIMENTATION DE CADENET (5/5)

On a démarré sans cotisation ou contribution. Les gens ne donnent pas, ils participent à la construction d'un projet ; on estime que la contribution, c'est du temps. On ne veut pas faire la chasse aux riches, on ne veut pas faire une amélioration de l'aide alimentaire : on n'a pas réussi à trancher en réunion. Ce système « gratuit », ça perturbe les gens riches qui veulent donner de l'argent. La gratuité, c'est un débat qui a lieu depuis plusieurs mois mais on n'a pas trouvé de consensus car il y a un risque : ça pourrait créer des déséquilibres, etc.

Quand il n'y a plus d'argent, ça s'arrêtera. On a eu plus d'argent, ce qui a permis de continuer l'expérimentation pendant un an."

Qui sont les membres de la caisse ? Quels profils ? Cela demande du temps : est-ce que ça a eu un impact sur la typologie des personnes impliquées ?

"Ce ne sont pas les gens du premier collectif qui constituent les membres de la caisse. On a fait un tirage au sort. Dans les 33 places, on a quand même réservé 5 places pour les gens qui étaient déjà bénéficiaires de l'épicerie du village et 5 places pour le collectif de départ.

Il y a quelques personnes retraitées, couples sans enfant mais pas que. Ce ne sont pas nécessairement des gens militants.

On a démarré en tenant des réunions le jeudi soir, après on a changé et on a choisi le vendredi soir. **Une sociologue nous suit depuis 2021, elle est présente à toutes les réunions et elle écrit un rapport annuel sur la caisse.** Elle montre que le profil des participants n'est pas si éloigné du profil de la population de Cadenet"

Est-ce que les petits cœurs (signes sur les étiquettes des produits pour reconnaître le niveau de conventionnement) ont un impact sur le reste de la population ?

"Il y a eu une inquiétude de la part des producteurs sur le fait que les gens non-membres de la caisse pourraient se diriger davantage vers les produits avec les cœurs, mais nous ne sommes pas sûrs aujourd'hui que ça ait un vrai impact.

Une fois par an, on organise un buffet où on invite tous les habitants à venir mais il n'y a pas beaucoup plus de communication ou d'actions envers le reste de la population"

Quel impact le projet de CLAC a eu sur le village ?

"Finalement, la plus grosse partie du projet, c'est apprendre à prendre des décisions ensemble. La caisse n'est qu'un outil de quelque chose. Quand on n'aura plus d'argent, ça va fermer mais ce qui importe, c'est que le processus démocratique qu'on vit depuis 3 ans va continuer !

En 2020, avant l'expérimentation, il y avait eu une liste participative et citoyenne aux élections municipales. Pour 2026, elle sera toujours là mais avec de grandes différences dans les propositions et les méthodes.

La caisse n'est pas forcément juste la solution pour l'alimentation : elle a aussi un rôle dans la construction des outils démocratiques."

**POUR NE PAS PÉDALER
DANS LA SEMOULE,
APPRENDRE, COMPRENDRE
ET FAIRE ENSEMBLE !**



APPRENDRE, COMPRENDRE ET FAIRE ENSEMBLE

COMMENT MIEUX COMPRENDRE ? COMMENT MIEUX FAIRE ENSEMBLE ? COMMENT FAIRE AVEC TOUS.TES ?

ATELIERS DÉCOUVERTES

Le mouvement Carav'alim
animé par Maëlis Horellou, Caravalim
Cécile Fau, UGESS

Le jeu "Assiette durable"
animé par Anne-Marie Flandrin, APES

Le jeu "La Marmite"
animé par Elisabeth Nézami, VRAC HDF

Animation "L'injuste prix de notre alimentation"
animé par Marion Subtil, Bio en HDF
Maryse Degardin, Gerموir / CIVAM / Pôle Inpact

**Arpentage
"Encore des Patates"**
animé par Céline Régulski, Réseau des AMAP HDF

ATELIERS CUISINE

Atelier d'improvisation culinaire
animé par Les Sens du Goût

Atelier "La cuisine de Touria"
animé par El'cagette

SCÉNETTES

par des membres du comité de la CALIEN
(Caisse de l'Alimentation Locale et de
l'Engagement) de Loos-en-Gohelle

PHONOMATON

La parole des participant.es captées
par le phonomaton de l'équipe "A la
Phonie"

ESPACE RESSOURCES ET CARTOGRAPHIE DES INITIATIVES

animé par Solène Berry, A PRO BIO,
Lou Cairey Remonay, APES HDF

L'INCARNATION DE LA PAROLE CITOYENNE AVEC LES SCÉNETTES DE LA CALIEN



Une petite dizaine de membres de la CALIEN (Caisse de l'alimentation locale et de l'engagement) de Loos-en-Gohelle ont présenté le fruit de leur travail mené pour mettre en place un outil de sensibilisation sur la question de l'accès à une alimentation de qualité.

Ces scénettes ont été construites pour présenter la CALIEN par les membres du comité de gestion en partageant leurs propres limites ou difficultés pour accéder à une alimentation de qualité. Elles reprennent les situations vécues.

Les scénettes ont été filmées et sont en cours de montage pour avoir un petit film à diffuser.

SCÈNE 4 « On n'y peut rien »

H ouvre le frigo pendant que G attend sur une chaise

G : Bon alors tu vas nous cuisiner quoi de bon ?

H : Je sais pas mais j'en ai marre ! J'en ai marre d'acheter des trucs dégueu au discount, des trucs plein d'eau et plein de sucres, qui n'ont pas de goût.

G : Ben ouais mais qu'est-ce qu'on y peut ?

H : Je sais pas mais ça me révolte. Regarde ce cassoulet que je viens d'acheter, même pas 15 % de viande mélangée avec de l'eau, du blanc d'oeuf et des arômes. Ça ne me nourrit pas ça !

G : Ben ouais mais c'est comme ça...

H : On doit bien pouvoir faire quelque chose.

G : On est trop petit face au système alimentaire, on n'y peut rien et ce serait trop cher de passer par le circuit court. Faut faire avec.

H/ J'ai lu qu'il y avait des groupements d'achats qui se créent : les habitants se regroupent, fond des commandes en gros et comme ça, c'est moins cher.

G : Ça dans nos quartiers ? Tu rêves, ils font ça dans les centres villes...

H : Moi j'ai envie d'en parler avec d'autres gens, c'est important de décider de ce qu'on veut manger et puis ça fait du bien d'échanger avec les autres

G : Tu sais ça se décide en haut lieu ces choses-là, on n'a pas notre mot à dire

H : (réfléchit) et si... et si... et si on créait une sorte de protection sociale qui nous garantisse une bonne alimentation ?

G : Ahahaha ! Mais tu rêves ma pauvre !

I arrive : Mais non, ça existe déjà depuis novembre 2024, ça s'appelle la CALIEN dans le Bassin minier !

SCÈNE 2 « Le bio, c'est pas pour moi »

Deux amis sont assis dans un parc

C : Tu veux une orange ?

D : Je veux bien, elle est bio ?

C : Ah tu me saoules avec ton bio. Le bio par ci, le bio par là et gnagnagna le bio...

D : Ben ouais mais bon, c'est meilleur pour la santé quand même... y'a pas de pesticides

C : Ah oui les pesticides, c'est dégueu ! Surtout pour les agriculteurs.

D : Ben au moins quand t'achètes bio, t'es sûre de ce que tu manges...

C : Et encore une couche de bio, patatabio et patati bio. On ne sait pas vraiment ce qu'il y a dans le bio.

C'est du flan pour nous faire acheter plus cher.

D : Ben non le bio ça respecte une charte, y'a pas de produits chimiques, y'a pas d'engrais nocifs, y'a des contrôles régulièrement ! Bon du coup, y'a moins de rendement et c'est pour ça que c'est plus cher, mais pas toujours !

C : Le bio, c'est pour les bobos ! J'ai pas les moyens d'acheter bio moi !

E arrive : J'ai la solution ! La CALIEN, c'est 6 partenaires conventionnés dont la Biocoop et Terre d'Opale et de Gohelle !

J'ai adoré les scénettes, c'était vraiment un moment d'incarnation de ce que l'on avait essayé d'insuffler à cet évènement... une dimension humaine, un message politique fort. Et en plus, une démonstration que ce n'est pas nécessairement dans la douleur que les prises de conscience arrivent ! Super impactant...

Camille



LA CAPTATION DE LA PAROLE GRÂCE AU PHONOMATON ! (1/2)

Tout au long de la journée, Christian de "A la Phonie" a invité les participant·es à venir se prêter au jeu de l'auto-interview, autour de 6 questions. Des paroles authentiques, engagées, profondes ont été collectées et constituent la trace sonore de l'évènement.

LES QUESTIONS

1. Tu y crois toi à la Sécurité sociale de l'alimentation ? Pourquoi ?
2. La démocratie alimentaire c'est quoi pour toi ?
3. Tu pourrais me parler d'un projet ou d'une initiative qui pourrait en inspirer d'autres ?
4. L'alimentation saine et de qualité c'est un droit ou un privilège d'après toi ?
5. Si tu avais une baguette magique, comment tu enrayerais la faim dans le monde toi ?
6. Qui sont les personnes qui t'inspirent ?
7. Y'a du pain sur la planche. Es-tu prêt à filer un coup de main ? Comment ?



Un Dispositif sonore original pour recueillir la parole lors de vos événements !

Un Micro
Un enregistreur
Des instructions simples
Des questions thématiques (et décalées)
Un.e animateur.ice
Et c'est parti !



LA SSA J'Y CROIS...



L'alimentation est un bien commun

"La SSA, j'y crois car c'est un système qui créerait une forme d'égalité sur un accès que tout humain devrait avoir"

"On a la capacité de trouver les moyens humains, juridiques, comptables, paysans, mangeurs, et trouver les solutions pour mettre en application le droit à l'alimentation"

"Un moyen de refaire société autrement et reprendre du plaisir dans les luttes. Passer par un sujet qui nous concerne tous.tes mais pour lequel nos droits ne sont pas respectés pour tout le monde pareil"

"Il y a beaucoup de personnes qui ne veulent pas subir mais qui veulent agir, qui ne veulent plus survivre mais vivre !"

LA CAPTATION DE LA PAROLE GRÂCE AU PHONOMATON ! (2/2)

LA DÉMOCRATIE ALIMENTAIRE POUR MOI C'EST..



“La démocratie c’est reprendre le pouvoir sur ce qui nous a été pris” !



“La démocratie c’est avoir son mot à dire”.



“Apprendre ou réapprendre à pratiquer la démocratie, grâce à l’alimentation dans un contexte ultra menaçant pour la démocratie.”

L’ALIMENTATION Saine ET DE QUALITÉ, DROIT OU PRIVILÈGE..



“Aujourd’hui c’est un privilège, mais cela devrait être un droit opposable”



“Sain et de qualité aujourd’hui, notamment bio et local, n’est pas accessible aux petits budgets”



SI J’AVAIS UNE BAGUETTE MAGIQUE...



“Je ferais en sorte qu’il n’y ait plus tous ces systèmes de libre-échange, que toutes ces surfaces agricoles ne soient plus utilisées”



“J’écraserais le système agro-industriel actuel !”



“Il faudrait passer par un changement de personnes au niveau décisionnel. Il y a des places à prendre et à reprendre. Accepter d’entrer dans ce système qui ne nous correspond pas pour faire bouger les lignes.”



“Il faudrait passer par un changement de personnes au niveau décisionnel. Il y a des places à prendre et à reprendre. Accepter d’entrer dans ce système qui ne nous correspond pas pour faire bouger les lignes”.



“J’ai beaucoup d’espoir, des liens se tissent, alors on continue, on ne lâchera rien”



LA CONVIVIALITÉ, LE PARTAGE ET LA COOPÉRATION AVEC LES ATELIERS CUISINE DES SENS DU GOÛT ET D'EL CAGETTE

Objectifs :

- vivre un temps sensible, sensoriel autour de l'alimentation durant la journée
- vivre un moment de coopération par la cuisine
- réaliser un buffet pour le goûter

ATELIERS D'IMPROVISATION CULINAIRE

Matin : animé par Antoine des Sens du Goût

Après-midi : animé par Touria et Samuel d'El Cagette

Méthode : proposer un atelier valorisant les idées et compétences des participants en leur proposant uniquement des aliments mais pas de recette.

Une vingtaine de participant-es très mixte (femmes, hommes, salariés, bénévoles) se sont inscrit-es aux ateliers cuisine et ont pris cette méthode sans hésitation et avec le sourire. Ils et elles se sont mis par petits groupes de 2 ou 3 et ont préparé chacun quelque chose, ont bien échangé entre eux et ont produit une dizaine de recettes : galettes de légumes du moment, houmous improvisés pleins d'aromates, caviar d'aubergine, pesto...

Les légumes venaient principalement des Anges Gardins (paniers) avec un complément de légumes de maraîchers bio de l'Avesnois, d'épicerie bio, de fromage bio du lycée agricole de Le Quesnoy.



Petite anecdote : j'ai terminé la journée en cuisine avec Touria d'El cagette. On l'a aidée à terminer ce qu'elle préparait car le groupe était parti. Elle avait animé son atelier dans un environnement un peu différent de ce qu'elle connaissait habituellement. Ça nous a permis de faire connaissance et on a pu prendre le temps de discuter... ça m'a permis vivre une rencontre sympa et ça a créé du lien entre nous."

Hervé



DÉCOUVRIR L'ANIMATION DU RAPPORT "L'INJUSTE PRIX DE NOTRE ALIMENTATION"

Animé par Marion Subtil, Bio en Hauts-de-France et Maryse Degardin, Le Gerموir - CIVAM

L'atelier découverte du rapport du BASIC sur l'Injuste prix de notre alimentation visait deux objectifs. Il visait à faire connaître ce rapport et ses principaux constats en matière de montant de dépenses publiques pour maintenir ou compenser les effets négatifs du système alimentaire actuel. Il avait également pour but de donner à vivre un outil d'éducation populaire favorisant l'appropriation citoyenne des enjeux de transformation du système.

L'atelier comportait plusieurs étapes. D'abord, une présentation du rapport, ses auteurs, ses commanditaires et leurs motivations. Ensuite, une présentation du kit d'animation et les grands principes sur lequel il repose. Enfin une animation s'appuyant sur le kit produit par les rédacteur-ices du rapport en vue de son appropriation.

ANIMER L'ACTIVITÉ DÉCOUVERTE DES RÉSULTATS DE L'ÉTUDE : L'INJUSTE PRIX

OBJECTIFS	→ Faire se rencontrer les participant-es → Donner des clefs de compréhension sur la complexité de notre système alimentaire → Permettre aux participants de s'approprier des chiffres et des réflexions pour amorcer une opinion critique de ce système
DURÉE	Environ 1h
PARTICIPANT-ES	De 12 à 80 personnes
ANIMATEUR-TRICES	Au moins un-e animateur-trice par tranche de 12 personnes
POSTURE DE L'ANIMATEUR-TRICE	Ne pas chercher à interpréter les explications données dans le complément de la fiche de l'animation. Objectiver au maximum les éléments, données, chiffres...
MATÉRIEL NÉCESSAIRE	→ Le set de cartes à imprimer et découper → La fiche complément animation pour l'explication des chiffres afin de pouvoir répondre aux questions posées
DISPOSITION DE LA SALLE	Libre : cette animation implique des déplacements.



L'outil d'animation est constitué d'un **set de 40 cartes**, réparties en 3 couleurs différentes représentant les 3 catégories de chiffres : **en jaune les chiffres relatifs aux impacts négatifs du système alimentaire**, **en bleu les chiffres relatifs à la formation des prix et à la répartition de la valeur dans le système alimentaire**, et **en vert les chiffres relatifs aux orientations des dépenses publiques**.

Les cartes vont par paire. Sur la première carte un chiffre, et sur la deuxième carte ce à quoi le chiffre correspond. Une aide visuelle permet aux participants et participantes de repérer les binômes de cartes. En bas à gauche ou à droite il y a toujours une pastille, avec un symbole (unique pour chaque binôme de cartes).



L'animation s'est déroulée en binôme, puis en petits groupes et enfin en grand groupe. L'idée était d'une part de favoriser l'interconnaissance et l'expression de tou-te-s en partant d'une configuration en binôme qui facilite la prise de parole. D'autre part, de relier les chiffres et les constats globaux (des savoirs froids) à du vécu, à des expériences, à chaque étape de l'animation pour faciliter l'imprégnation, l'appropriation des différentes dimensions du rapport.

DÉCOUVRIR LE JEU “LA MARMITE, LA SOLIDARITÉ ALIMENTAIRE À LA CARTE”

Animé par Elisabeth Nezami, VRAC Hauts-de-France, un jeu du CIVAM



La Marmite, la solidarité alimentaire à la carte est un jeu développé par les Ateliers Ludosophiques en concertation avec la FR CIVAM Occitanie, l'association Marché Paysans de l'Hérault, Vrac & Cocinas, L'IRD, la Chaire UNESCO Alimentations du monde et Ingénieurs sans frontières AgriSTA pour le collectif Sécurité sociale de l'alimentation. Il permet de déconstruire la notion de libre-choix de son alimentation sur un marché et de sensibiliser aux enjeux d'accès à l'alimentation et de démocratie alimentaire.

DÉROULÉ

2 sessions réalisées partiellement (4 tours réalisés sur les 8 réels du jeu étant donné le temps disponible). Nécessité d'avoir au moins 1h pour faire le jeu intégralement et du temps supplémentaire pour échanger.

Le but était de donner un aperçu pour permettre aux participants d'envisager de l'animer par la suite.

Nombre de joueur prévu 5 ou 6 max. Nous avons accueilli plus de participants et mis les personnes en binôme pour un même personnage.

PARTICIPANTS

Des personnes déjà très informées sur ce qu'est la SSA et globalement le sujet de la démocratie alimentaire. Facilite l'immersion dans les personnages et les enjeux que peuvent représenter la situation de leur personnage en termes d'inégalités alimentaire et de réflexion sur un autre modèle possible. Les échanges ont été très riches et divers.

RETOUR D'EXPÉRIENCE POUR L'ANIMATION

- Le prendre en main et le tester à plusieurs reprises.
- Prendre le temps de réfléchir pour l'adapter aux réalités territoriales et au public.
- Être vigilant à bien expliquer les cartes : détailler la notion de durabilité, les compréhensions des défis notamment. Il y a beaucoup d'informations à donner, il est normal que certains éléments soient mal compris au premier et deuxième tour.
- Au moment de la mise en place de la caisse, prendre le temps d'expliquer l'importance de discuter entre joueur et de prendre une décision qui soit commune et non pour soi. La limite de temps pour définir les montants alloués à la caisse nous semblent courts. Plus intéressant de laisser échanger les participants à ce moment du jeu.
- Ne pas hésiter à ajouter des cartes d'aliments : manque des cartes légumineuses par exemple.
- Idem pour les cartes personnages : nous avons changé la carte « personne en situation irrégulière » par « personne en grande précarité »

Nous avons précisé que :

- La personne en grande précarité avait accès à l'aide alimentaire
- La personne en situation de précarité n'a pas accès à l'aide alimentaire soit :
 - Parce qu'elle est juste en dessous du seuil qui lui en donne droit
 - Parce qu'elle n'a pas recours : permet de rappeler la notion de non-recours (par honte, parce qu'on ne sait pas qu'on a droit...)

CE QU'ON EN RETIÈRE

Plus on l'anime, plus on s'approprie l'animation. Cela nous confirme que le jeu peut se faire avec tout type de public. L'outil est bien pensé.

RÉACTION HABITANTS

Jeu bien accueilli, qui permet de se poser des questions sur le sujet des injustices d'accès à l'alimentation et la démocratie alimentaire. Jeu ludique. Frustration des participants car manque de temps pour faire le jeu intégralement. Il faut plus de temps pour permettre aux participants de s'approprier le jeu et pouvoir l'animer.

Le jeu est totalement disponible en libre accès sur le site des ateliers ludosophiques.

DÉCOUVRIR L'ARPEPAGE AVEC LA BD "ENCORE DES PATATES !? POUR UNE SÉCURITÉ SOCIALE DE L'ALIMENTATION"

Animé par Céline Régulski, Réseau des AMAP

Cet atelier proposait de s'approprier en testant et vivant l'outil "Arpentage" autour d'un texte choisi par l'animatrice. Le texte choisi est également un outil pour faire vivre la démocratie alimentaire.

Remarque: l'atelier a duré 40 minutes. La durée de la pratique de l'arpentage est a été adaptée en fonction du support.

L'ARPEPAGE, C'EST QUOI?

Une méthode d'éducation populaire pour faire culture commune autour d'un sujet. Pour y arriver, l'arpentage propose d'expérimenter un travail coopératif et critique de lecture collective permettant aussi de désacraliser le livre. C'est une technique collective de lecture et d'analyse de textes qui est enrichie avec les expériences, les apports et les questions des participant-es. Ce qui fait la richesse de l'arpentage c'est la couleur personnelle donnée, l'invitation à l'expression des vécus.

DÉROULÉ :

Etape 1

Présentation rapide du texte ou de l'ouvrage par l'animateur-ice (situer le texte)

Ici, la Bande dessinée "Encore des patates!?" a été écrite par un groupe de travail de bénévoles et les dessins ont été réalisés par Claire Robert. La première édition date de 2021. "Pour présenter les enjeux et les bases du projet de sécurité sociale de l'alimentation, nous avons réalisé une bande dessinée !"

Etape 2

Temps de lecture individuel ou collectif en sous groupe du texte (au regard de la durée de l'atelier, nous avons lu le premier chapitre de la BD. Remarque: lors de l'arpentage d'un texte long, il est possible de confier la lecture du texte scindé à différents groupes).

Etape 3

Temps d'échange en sous-groupe à partir de questions fertiles préalablement présentées

Etape 4

Restitution en grand groupe : ici le partage consiste à rapporter SA vision du texte, telle que le sous groupe l'a lu. Il faut veiller à ne pas faire un résumé analytique du texte. Chaque sous groupe est invité a partager un récit des réflexions et ressentis que la lecture aura suscité pour chacun-e en lien avec sa pratique et son expérience.

LISTE DE "QUESTIONS FERTILES" POUR L'ARPEPAGE (EN CHOISIR 3 OU 4 SELON LA DURÉE DE L'ATELIER)

- Qu'est-ce qui me parle, qu'est-ce qui résonne pour moi dans ce texte?
- Quelle est la "phrase cadeau", la pépite pour moi
- Ce qui me pose question, les questions que je me pose
- Avec quoi je suis d'accord / pas d'accord?
- Ce qui me gêne
- Ce que je ne comprends pas
- Ce que je ne saurais pas expliquer à d'autres
- Ce que je savais déjà
- Comment cela fait écho à mes pratiques, à mon vécu?

POINTS D'ATTENTION

- Créer un cadre sécurisant
- Expliquer l'importance et la richesse de faire le lien avec nos pratiques, expériences et vécus.
- Prévenir les participant-es que lors de l'arpentage UNE règle du jeu est de mise: veiller à bien s'exprimer en "JE", oublier pendant ce temps l'emploi du "ON".



DÉCOUVRIR LE JEU "L'ASSIETTE DURABLE"

Anne-Marie Flandrin, APES, un jeu du réseau Accueil paysan

Une douzaine de participant-es étaient présent-es pour cette animation, issu-es principalement des centres sociaux et associations de démocratie alimentaire. Une salariée de collectivité était également présente. Le but de l'animation était de tester le jeu pour pouvoir s'en resservir éventuellement.

DÉROULÉ :

Etape 1

Par équipe de 2 ou 3, les participant-es sont invité-es à composer leur assiette, selon leurs convictions et leurs envies. Chacun-e dispose d'un plateau repas avec une assiette de plat principal, deux petites assiettes entrée et dessert, un verre. Le tout est à garnir au moyen d'étiquettes produits.

Etape 2

Puis ils et elles sont invité-es à évaluer leurs assiettes, selon les critères de durabilité définis par le jeu.



CE QUE LES PARTICIPANTES EN ONT RETIRÉ

Ce jeu était très approprié pour sensibiliser les publics à :

- la saisonnalité des fruits et légumes
- aux circuits de distributions et à l'approvisionnement local
- à la transformation des produits.

RETOUR D'EXPÉRIENCE POUR L'ANIMATION

Il est intéressant de faire des petites équipes, car c'est là que naît le débat. Plusieurs questions ont émergé lors de l'animation :

- Vaut-il mieux prendre de l'eau en bouteille qu'au robinet ?
- Le bio est-il un gage de durabilité (ex : les produits venus de loin) ?
- Pourquoi le saumon du pacifique est-il plus durable que celui de l'atlantique ?
- La pastèque peut-elle être locale ?

Comment me servir des clés de détermination ?

- Prenez une par une chaque étiquette, sans tenir compte des prix.

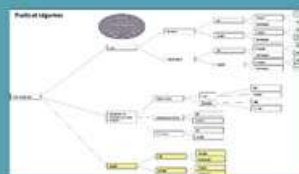


- Trouvez la clé qui correspond à la catégorie de votre étiquette.

Ex. : La pomme correspond à la clé « fruits et légumes »



- Suivez la clé en regardant les indices que vous allez trouver sur l'étiquette. (cf exemple joint)



- Arrivés au bout de votre clé avec votre étiquette, notez le nombre de points présents à cet endroit dans la partie du menu où elle doit se placer sur la « fiche bilan points »

ESPACE RESSOURCES

Coordination : Solène Berry, A PRO BIO

ÉTAPE 1 : RÉCOLTE EXHAUSTIVE DES RESSOURCES DE CHACUN·E VIA UN TABLEAU PARTAGÉ

Chaque membre du collectif organisateur a été invité à compléter le tableau avec les ressources qui lui semblaient intéressantes. Tous les types de ressources étaient acceptés (films, jeux, article, études, liens vers un site ressources, formation, etc.). Le tableau comportait plusieurs colonnes qui permettaient d'apporter des informations détaillées sur les outils (conditions de mise en place, durée, âge minimum, etc.) mais aucune de ces informations n'était obligatoire pour remplir le tableau. Cela a permis d'obtenir une liste d'outils importante mais très hétérogène (type d'outils, détail d'information sur chaque outil...).

ÉTAPE 2 : AFIN DE PRÉPARER L'ESPACE RESSOURCES, « CLASSER » LES OUTILS RECENSÉS EN CATÉGORIES COHÉRENTES

Les ressources dites « matérielles », c'est-à-dire qui prenaient la forme d'un objet exposable le jour J, ont été séparées dans 3 espaces différents : 1) la table pour les outils pédagogiques/jeux, 2) la table pour les livres - essais, romans, BD - et 3) la table pour les rapports/articles. Pour ces ressources, chaque personne du collectif qui disposait d'un exemplaire papier était invitée à ramener son exemplaire.

Les ressources non matérielles ont été valorisées via des affiches par type de catégorie. Voici les 4 affiches réalisées :

- Les ressources cartographies (liste des cartographies avec les liens)
- Les idées de formation
- Les conférences gesticulées
- Les boîtes à outils existantes (en effet, au-delà des outils en tant que tels, il nous semblait important de valoriser des boîtes à outils existantes qui constituent des ressources essentielles pour les participant·es).

Pour les films, des affiches ont été imprimées et mises sur une grille avec à disposition les livrets d'animation quand ceux-ci existaient.

ÉTAPE 3 : INSTALLATION ET ANIMATION LE JOUR J

Le temps d'installation et la place nécessaires (tables, grilles) ne doivent pas être sous-estimés ! Lorsque les ressources doivent être consultées sur place, on le précise avec des affiches. Pour que chaque membre du collectif récupère facilement ses documents à la fin de la journée, on peut utiliser des gommettes de couleur.

Même si l'espace peut vivre sans animation particulière, il nous semble important qu'une personne y soit dédiée afin de pouvoir répondre aux interrogations des participant·es (notamment sur la partie jeux pédagogiques où les retours d'expérience sont essentiels pour comprendre la mécanique du jeu rapidement) et « veiller » sur le stand.



Retrouvez le recensement
des outils, ressources, jeux
inspirants...

Ici



LA CARTOGRAPHIE DES INITIATIVES INSPIRANTES

Lou Cairey Remonay, Karine Attinault, APES et Noémie Hilmoine, Compagnie des Tiers-Lieux

Il a été proposé d'inventorier et de valoriser une première liste d'initiatives de démocratie alimentaire de la région Hauts-de-France pour donner à voir la diversité des projets en cours et permettre à d'autres de s'inspirer de ce qui se fait déjà. C'est dans ce cadre que Lou Cairey-Remonay, étudiante en dernière année de Sociologie urbaine à l'université de Lille, a été recrutée pour 5 mois à l'APES.

Après avoir construit un tableau pour répertorier les différents projets connus avec l'aide de la Compagnie des Tiers-Lieu, Lou a procédé à une veille sur internet pour en trouver d'autres. L'objectif était d'élargir le recueil à tout le territoire régional, notamment en Picardie où les initiatives recensées étaient peu nombreuses au départ. Il était aussi d'avoir une grande diversité d'initiatives : publiques, privées, associatives, agricoles, citoyennes...

Lou a ensuite contacté individuellement les structures en leur expliquant le projet de la journée et du recueil en lui-même, puis en sollicitant un entretien. Ces entretiens ont été conduits sur la base d'une grille co-construite par Lou avec quelques personnes du groupe d'organismes, notamment l'Apes et la Compagnie des Tiers-Lieux. Une liste de question a été établie :

- concernant la structure elle-même,
- concernant la mise en place de démocratie alimentaire dans le projet : modèle de gouvernance, la place des usager-es dans la démarche, les modalités de choix des denrées alimentaires proposées...
- concernant les outils et les pratiques d'accessibilité mis en place pour que cette démocratie soit effective,
- concernant les difficultés et réussites et les choses qui doivent encore être travaillées

La grille a aussi permis de sélectionner les initiatives traitant réellement de démocratie alimentaire et pas uniquement d'alimentation - même durable. Certains "marqueurs" de démocratie alimentaire ressortent donc au travers des questions posées et permettent de faire une sélection.



Durant les entretiens, j'ai senti que tout le monde avait l'air content qu'il se passe un événement comme celui-là sur la région. Il y en a plusieurs qui m'ont dit : "Au moins, on n'est pas seuls à vouloir avancer dans ce sens là". Ils me disaient aussi : "on a super envie de savoir ce que font les autres".

Lou Cairey Remonay

GRILLE DE QUESTIONS POUR L'ÉLABORATION DE LA CARTOGRAPHIE DES INITIATIVES DE DÉMOCRATIE ALIMENTAIRE EN HAUTS-DE-FRANCE

LA STRUCTURE

- Statut (association, collectivité, groupe citoyen, coopérative, centre social, etc...)
- Comment la structure naît ? qui la monte ? la défend ? les difficultés rencontrées ?
- Périmètre d'action ?
- Dates clés ?
- A partir de quels besoins la structure est-elle née ? (questions écologiques, sociales, économiques...)
- Objectifs ?
- Types d'activités (description) / dont une en particulier pour mettre en avant
- Équipe de salarié-es et bénévoles (Missions de chacun-e + statut)
- Qui sont les adhérent-es/ usager-es/ profil. Mixité sociale ? Critères d'entrée ? (+ nombre) / récurrence, turn-over ?
- Modèle économique (auto-financement, subventions publiques, adhésions, cotisations ...)
- Relations partenariales avec d'autres structures, relation avec les collectivités territoriale ?

DÉMOCRATIE ALIMENTAIRE

- Modèle de gouvernance, qui décide quoi ?
- Quelle place pour les adhérent-es / les citoyen-nés / les usager-es ? comment peuvent-ils et elles s'impliquer dans la démarche ?
- Est-ce qu'ils et elles peuvent proposer des choses ? sur quels sujets ?
- Participation aux instances de décisions ? (qui et comment)
- Comment on va chercher les usager-es ? comment mobiliser les « absent-es » ?
- Comment sont choisis les produits ? avec les adhérent-es ?
- Quel approvisionnement de denrées alimentaire ?
- Comment sont fixés les prix / quelle politique des prix ? réflexion collective ? (si vente)
- Qu'est-ce qui, pour vous, vous fait dire que vous participez de la démocratie alimentaire ?

OUTILS DE DÉMOCRATIE

- Apprentissage collectif pour fonctionner démocratiquement ? choses mises en place pour que tout le monde participe réellement ?
- Montée en compétence de tous-tes ? sensibilisation/ socle de connaissance apporté autour des sujets alimentaires et agricoles ? quelle mise en place ?
- Comment faire en sorte que tout le monde participe ? ateliers de prise de paroles / partir des expériences des personnes ?
- Jeux/outils à partager qui fonctionnent ?
- Choses mises en place pour que chacun-e se sentent légitimes de participer ?

PRATIQUES D'ACCESSIBILITÉ

- Qu'est-ce qui est mis en place pour lever les freins économiques, culturels, sociaux ? ce qui est fait pour que chacun-e puisse participer ? que chacun-e se sente accueillis et à sa place ?
- Logistique pour permettre au plus grand nombre de participer (choix des horaires, aide à la garde d'enfant, indemnisation des usager-es ...) ?
- Qu'est-ce qui se passe quand il y a des départs ou arrivées ?

RÉSULTATS ET ESSAIMAGE

- Contraintes/ difficultés rencontrées
- Réussites
- Des choses sur lesquelles vous voudriez travailler ?
- Pour vous, quels conseils pour commencer ? pour des personnes qui voudraient se lancer dans un territoire où il n'y a pas ce genre de dynamique, quels ingrédients pour que ça réussisse ?

**SE METTRE EN MOUVEMENT
ENSEMBLE
PARCE QU'IL Y A DU PAIN SUR
LA PLANCHE !**



**SE METTRE EN MOUVEMENT ENSEMBLE PARCE
QU'IL Y A DU PAIN SUR LA PLANCHE**

QUE FAIT-ON ENSUITE ? SUR NOS TERRITOIRES ? ENSEMBLE ?

Forum ouvert

Animation

Xavier Galand

Alexis Montaigne

CERDD

Plaidoyer pour les municipales

Animation

Maëlis Horellou, Mouvement Carav'alim

Cécile Fau, UGESS

Fishbowl

“Comment on continue d’écrire notre histoire ensemble ?”

Animation

Noémie Hilmoine

Le Gerموir / Collectif des Essaimeurs / Compagnie des Tiers-Lieux

FORUM OUVERT (1/4)

Animé par Xavier Galand et Alexis Montaigne (CERDD))

Les participant-es ont été invité-es à proposer librement des sujets à traiter en groupe. Trois catégories de sujets étaient proposées : « atelier de réflexion », « J'ai une idée, comment je fais ? » et « J'ai besoin d'aide ».

Ensuite, 5 sujets ont été retenus et les 33 participant-es se sont réparti-es en 5 groupes pour les traiter.

Nous retranscrivons ici les restitutions et paroles exprimées au sein des groupes en y ajoutant parfois quelques questionnements en prise de hauteur.



ATELIER RÉFLEXION

COMMENT TENTER DE RÉSOUDRE LA DIFFICILE ÉQUATION DES PRIX ACCESSIBLES ET RÉMUNÉRATEURS ?

- “Le prix devrait être l'équilibre entre ce que l'acheteur est prêt à payer et ce qui permet au producteur de vivre de son travail.”
- “Il faudrait réduire le poids financier de la distribution, par la création de **groupement d'achats** plus directs avec les producteurs”
- “Il faudrait appliquer les réglementations existantes (Egalim,...) et en **développer d'autres** pour mieux rémunérer les producteurs : faire évoluer la PAC, contraindre l'importation de produits qui ne respectent pas les condition de rémunération des producteurs : travail de lobby et de plaidoyer...”
- “Il est important de développer l'**éducation à l'alimentation** :
 - commerce équitable
 - nous rapprocher de la terre
 - rémunérascoré (comme le nutriscore)
 - cours de jardinage”
- “L'**auto-production** / **auto-transformation** permettent de se rendre compte du temps que prend le travail de la terre tout en redonnant du pouvoir d'achat”
- “Il faudrait **changer le système** :
 - Mettre en place une Sécurité Sociale de l'Alimentation
 - Aller chercher les riches pour qu'ils cotisent à un modèle alimentaire durable
 - Augmenter les revenus de tout le monde !”
- “Il faudrait pratiquer des **cantines / repas collectifs avec le prix libre et conscient**”

PRISE DE HAUTEUR

Dans le contexte d'une économie de marché ouverte, avec une définition des prix résultant des mécanismes de l'offre et de la demande, les participants à cet atelier ont partagé leurs réflexions et propositions pour disposer d'éléments de régulation des prix. Le sujet du lien, de la distance entre producteur et consommateur, a été identifié comme un levier mobilisable. Ce qui interroge les formes de distribution de l'alimentation.

FORUM OUVERT (2/4)

ATELIER RÉFLEXION

LA SSA, UNE BELLE OPPORTUNITÉ POUR RENFORCER LA DÉMOCRATIE LOCALE ?

- “Il faut donner les outils pour comprendre avant d’être capable de s’emparer de la démocratie.”
- “Les **associations** ont un rôle important pour animer la démocratie, elle sont un point d’appui pour la mettre en place.”
- “La démocratie fait peur parce qu’on a **l’habitude de déléguer**”
- “La SSA doit être inclusive ; doit-on s’engager ou pas ? Si ça ne touche pas tout le monde, est-ce quand même démocratique ?”
- “Il peut y avoir plusieurs systèmes autonomes car la notion d’échelle est importante : plusieurs systèmes locaux = tu changes de lieu, tu changes de système !”
- “Un problème subsiste : le local s’oppose à l’universalité !”
- “La science, l’information doivent avoir une place importante dans la mise en place de la SSA”
- “Soit tu t’engages, soit tu ne t’engages pas ! Il n’y a pas de solidarité s’il n’y a pas d’universalité !”
- “Attention : il faut réguler la publicité en faveur de la malbouffe car l’alimentation a un poids psychologique énorme”
- “Il faut **éviter l’entre soi** qu’on a vécu autour de cette table ; l’universalité de la SSA intervient surtout pour ce qui ne touche pas le territoire. En d’autres termes : tout le monde cotise mais le choix du lieu de conventionnement doit rester local”

PRISE DE HAUTEUR

Dans cet atelier, les participant-es se sont demandé comment la démocratie locale pouvait être renforcée par l’émergence d’une SSA.

La SSA est un outil pour que les gens se sentent concernés à une échelle locale. Elle développe le pouvoir d’agir et repolitise le système alimentaire. Pour rappel, les porteurs du projet de SSA au niveau national considèrent que la SSA ne devrait fonctionner QUE dans un cadre démocratique et QUE dans un cadre local

FORUM OUVERT (3/4)

J'AI UNE IDÉE, COMMENT JE FAIS ?

“NOUS SOUHAITONS MOBILISER DES PRODUCTEURS LOCAUX DANS NOTRE PROJET DE DÉMOCRATIE ALIMENTAIRE : COMMENT NOUS Y PRENDRE ?”

- “Il faut commencer par bien recenser les producteurs sur le territoire (marché, chambre d’agri, réseau associatif)”
- “Il est possible d’aller démarcher directement les producteurs locaux”
- “Il faut penser aux réseaux de producteurs”
- “C’est important d’établir ensemble les modalités du partenariat. Par exemple : ne pas négocier les prix ; fonctionner en précommande...”
- “Se regrouper permet de demander un volume conséquent, plus intéressant”
- “Il faut s’appuyer sur les dynamiques territoriales de l’alimentation (PAT) qui constituent des espaces de rencontre et construction de projets avec les acteurs du territoire”
- “Il est intéressant de promouvoir les bénéfices de lien social du projet, valables aussi pour les producteurs”
- “On peut présenter des exemples plus aboutis sur d’autres territoires ; donner les contacts de producteurs partenaires d’autres projets pour leur permettre d’échanger de pair à pair”
- “Cela demande de mieux comprendre les préoccupations des producteurs – agriculteurs du territoire ; chercher avec eux les pistes et solutions aux problèmes rencontrés”



PRISE DE HAUTEUR

Les producteurs locaux constituent les forces vives et les composantes fondamentales d’un système alimentaire local. Les participants à l’atelier ont partagé leurs perceptions de la relative fragilité de ces producteurs. Ils ont porté attention à trouver des modes de mobilisation adaptés. Les contraintes de temps disponibles, d’existence de réseaux où ils sont déjà engagés, et de rapprochement avec l’existant ont été des points de vigilance partagés.

FORUM OUVERT (3/4)

J'AI UNE IDÉE, COMMENT JE FAIS ?

IL N'Y A PAS DE PORTEUR DE PROJET SUR MON TERRITOIRE : POURQUOI ? COMMENT EN FAIRE ÉMERGER ? COMMENT LES CONNAÎTRE ?

Bilan avec les élus porteurs et les acteurs sur ce qui a été réalisé, quelles difficultés rencontrées ?

- acculturation : c'est très long
- visites inspirantes
- intervenants extérieurs
- relance des élus qui ont déjà participé
- intégrer les producteurs bio du territoire, sensibilisés à la question de l'alimentation saine.
- problème de ressources humaines disponibles sur ce chantier

PRISE DE HAUTEUR

La représentante d'un territoire a partagé le constat de ce qu'elle vit sur son territoire. Le diagnostic a été mené avec des élus et des acteurs du territoire. Elle a organisé des visites inspirantes, fait venir des intervenants extérieurs, intégré les producteurs bio du territoire sensibilisés à la question de l'alimentation saine.

Au cours de l'atelier, les participants ont identifié que l'acculturation à l'alimentation saine et durable demande du temps et que l'apparition de porteurs de projets de productions locales dépend de la convergence de plusieurs facteurs : accès au foncier, opportunités de transmissions, dispositif d'accompagnement de porteurs de projet, contexte de la filière...

Des réflexions ont été partagées sur l'engagement de la collectivité sur ces sujets ; et de la mise en place - ou non - d'une réflexion stratégique sur ces sujets. L'outil PAT a été identifié comme espace d'élaboration d'une ambition politique pour le territoire. Pour autant, la définition de l'objectif de faire apparaître des porteurs de projets sur le territoire n'est pas gage de l'atteinte de cet objectif.

FORUM OUVERT (4/4)

J'AI UNE IDÉE, COMMENT JE FAIS ?

“NOUS SOUHAITONS MENER NOTRE PROJET AVEC LES PERSONNES CONCERNÉES PAR LA PRÉCARITÉ ALIMENTAIRE, COMMENT Y PARVENIR ?”

- “Il faut aller vers ces personnes : organiser ou participer à des événements conviviaux (fêtes de quartier, fêtes des voisins, ...) et tenir un stand de nourriture simple et goûteuse ; mener des actions sur l'espace public (une tonnelle de rue, sur le marché,...) ; à la sortie des écoles = passer par les enfants, avec des dégustations, ingrédients mystère...”
- “On peut créer des espaces d'écoute (en sécurité)”
- “Il faut soutenir et passer par des structures partenaires : associations, dont les clubs sportifs, bailleurs...”
- “On peut s'appuyer sur des ambassadeurs-relais qui vont diffuser de l'information. Par exemple, chez VRAC, un adhérent porte et diffuse son expérience au café des voisins”
- “Impliquer les habitants, les rendre acteurs : à chaque étape du projet, de la réflexion, sans obligation, ni pression”
- “On peut impliquer en interrogeant, par exemple via un questionnaire”
- “Il faut expérimenter avant de déployer”
- “Se faire identifier comme porteur de projet par les habitants est important : régularité des visages, des intervenants, posture adaptée.
- “Cela demande de faire preuve de flexibilité : accepter de faire/voir son projet évoluer
- “L'implication se fait dans un cadre bénévole : on peut donner des rôles et s'appuyer sur les compétences des personnes concernées”
- “Attention aux postures de domination (aidant / aidé)
- “Il est important d'informer de la construction des projets, des choix qui en découlent (pour quelles raisons on fait tel choix, pour aller où, pourquoi....)”
- “Vigilance sur les a priori qu'on peut avoir concernant les pratiques des ménages modestes”

PRISE DE HAUTEUR

Cet atelier a rassemblé des personnes concernées par la précarité alimentaire, qu'elles soient occupées à mettre en place des propositions d'accès à une alimentation de qualité pour les personnes les plus vulnérables, où qu'elles soient elles-mêmes en situation de précarité.

Inclusivité apparaît comme le maître-mot des échanges : les expériences partagées relatent des démarches d'éducation populaire, qui portent attention à redonner aux habitants le pouvoir d'agir.

Cet atelier a été traversé par la question de l'animation juste de ces dynamiques.

L'ATELIER « PLAIDOYER » AUTOUR DES ELECTIONS MUNICIPALES (1/3)

Animé par Maëlis Horellou, Mouvement Carav'alim et Cécile Fau, UGESS

CONTEXTE DE L'ATELIER

Dans la perspective des prochaines élections municipales de 2026, un collectif d'organisations engagées de longue date sur les enjeux agricoles et alimentaires s'est réuni au niveau national pour formuler dix recommandations concrètes pour favoriser un accès digne à une alimentation durable et de qualité pour toutes et tous. Ces recommandations sont disponibles dans leur version définitive depuis septembre 2025.

NOS 10 RECOMMANDATIONS EN UN COUP D'ŒIL



Recommandation N°1 5

Créer du lien de la fourche à la fourchette : renforcer la démocratie alimentaire en mobilisant l'éducation populaire et en intégrant l'alimentation dans les actions de démocratie participative des collectivités.

Recommandation N°2 6

Proposer une alimentation plus saine et durable en restauration collective (atteindre et dépasser les objectifs Egalim) et proposer des tarifs sociaux pour la cantine scolaire.

Recommandation N°3 8

Soutenir l'implantation, ou l'évolution, de commerces de proximité qui proposent des produits de qualité (dont des produits durables) et accessibles, tout en développant les transports collectifs et la mobilité douce pour s'y rendre.

Recommandation N°4 10

Préserver les terres agricoles.

Recommandation N°5 11

Accompagner le renouvellement de générations de paysans et paysannes et soutenir des modèles agroécologiques.

Recommandation N°6 12

Soutenir des projets qui proposent un soutien financier pour l'alimentation saine et durable et des pratiques démocratiques (par le partage, l'écoute et l'apprentissage collectif) : caisses alimentaires locales inspirées de la SSA, épiceries sociales et solidaires, groupements d'achats, magasins de producteurs avec des tarifs différenciés selon les revenus, aides financières pour ces achats, cuisines collectives ou cantines communautaires etc.

Recommandation N°7 14

Donner aux Projets Alimentaires Territoriaux (PAT) l'objectif clair d'une alimentation durable accessible sur le territoire et associer aux décisions, les habitant-es, élu-es et producteur-rices.

Recommandation N°8 15

Réguler, voire interdire, la publicité dans l'espace public pour les produits alimentaires qui nuisent à la santé et à l'environnement.

Recommandation N°9 16

Freiner l'implantation des fast-foods à proximité des établissements scolaires.

Recommandation N°10 17

Initier ou poursuivre le déploiement de jardins collectifs (familiaux, partagés, d'insertion, pédagogiques) et de fermes urbaines avec des moyens pour l'implication des habitant-es (animations, activités annexes comme des paniers, etc.).



Extrait du livret "Municipales 2026, recommandations pour un accès digne à l'alimentation durable et de qualité pour toutes et tous"

L'ATELIER « PLAIDOYER » AUTOUR DES ELECTIONS MUNICIPALES (2/3)

DÉROULÉ DE L'ATELIER

Un atelier construit sur la base de ces recommandations a été proposé à une trentaine de participant-es. Il a été animé par Maëlis Horellou de Caravalim et Cécile Fau de l'UGESS, deux structures impliquées dans ce travail national. Il s'agissait pour les participant-es de prendre connaissance des propositions, se les approprier et expliciter leur pertinence sur les Hauts-de-France, en suivant deux étapes :

1. Chaque participant-e vote pour les propositions qui font le plus de sens pour lui/elle et sur son territoire (3 gommettes par personnes)
2. Discussions en groupe sur les recommandations ayant reçu le plus de votes :
 - Pourquoi cette proposition est importante et comment se matérialise-t-elle sur mon territoire ?
 - Que pourrait-on faire et comment se mobiliser ?

Nous proposons, ci-dessous, une retranscription des éléments de réflexion des groupes sur les recommandations ayant été travaillées.

BILAN DE L'ATELIER : LES TROIS RECOMMANDATIONS LES PLUS IMPORTANTES DANS LES HAUTS-DE-FRANCE

Recommandation n°6 - Soutenir des projets qui allient accessibilité financière et pratiques démocratiques : favoriser leurs synergies et leur complémentarité. Ils permettent aux gens d'accéder à une alimentation durable et sont des lieux de partage et d'apprentissage collectif (17 votes)

Déclinaison de ces enjeux pour les Hauts-de-France

- Bien vivre ensemble sur un territoire
- Des projets inclusifs (pour tous les habitants)
- Un écosystème d'activités résilient
- Un diagnostic de territoire
- Avoir des lieux de suivi avec une place pour les citoyens
- Décloisonner les précarités (logement, énergie, transport, alimentation, travail, santé...) et les accompagnements

Plan d'action vis-à-vis des candidat.es aux élections municipales dans les HDF :

- Avoir un plaidoyer groupé
- Avoir des outils, livrets... à remettre aux candidats qui viennent sur le terrain !
- Les inviter dans les espaces de coopération
- Former et informer : « educ'tour » !

Des leviers pour soutenir les projets dans les HDF :

- Accès au foncier et aux locaux
- Fonds de dotation porté par l'Etat pour les initiatives (ex : 5 ans) et les évaluer. Par exemple pour préfigurer la SSA
- Créer un réseau et fonds d'entreprises privées pour alimenter l'accès alimentaire pour leurs salariés et habitants
- Financer la coopération dans les associations et les collectivités
- Soutenir la durabilité des expérimentations par leur pérennisation et leur essaimage
- Travailler la complémentarité avec les structures économiques
- S'appuyer sur des ressources locales (structures et activités déjà présentes)
- Désigner un élu et un technicien référent sur l'alimentation et l'agriculture par commune, 58 dans le cadre du PAT. Décloisonner les compétences

L'ATELIER « PLAIDOYER » AUTOUR DES ELECTIONS MUNICIPALES (3/3)

Recommandation n°4 - Maintenir les terres agricoles sur les communes (11 votes) et recommandation n°5 - Favoriser la transmission des fermes et accompagner les installations sur des modèles agro écologiques (11 votes)

Déclinaison de ces enjeux pour les Hauts-de-France

- Perte des terres en faveur de l'industrie, de l'habitat, de l'enfrichement.... et spéculation foncière
- Pas de terres en ville et donc peu de liens entre les consommateurs et les producteurs
- Pas assez de nouveaux exploitants pour travailler les terres disponibles
- Le dialogue entre agriculteurs (conventionnels) et citoyens est difficile

Plan d'action vis-à-vis des candidat.es aux élections municipales dans les HDF :

- Partir d'un atelier entre élu-es, pour que le plaidoyer vienne d'eux même !
- Parler d'économie et d'emploi

Des leviers pour soutenir les projets dans les HDF :

- Que l'alimentation soit un bien commun
 - créer une régie municipales
 - (re)créer une cuisine centrale sur la commune
- Faciliter la vente et la commercialisation pour les producteur-ices par un tiers communal qui assure la logistique

Recommandation n°2 - Proposer une alimentation plus saine et durable en restauration collective et proposer des tarifs sociaux pour les cantines scolaires (10 votes)

Des leviers pour soutenir les projets dans les HDF :

- Mise à disposition de terres municipales et installation d'agriculteurs pour approvisionner les cantines
- Former les restaurateurs (chefs et leurs équipes)
- Garantir les prix et les volumes
- Installer une légumerie (atelier de transformation)
- Impliquer les cuisiniers qui jouent un rôle central
- Sensibiliser à l'alimentation durable : au travers des PAT, auprès des enfants, des communautés éducatifs et familles
- S'inspirer et dupliquer les initiatives exemplaires : première cantine bio et locale



LE FISHBOWL "COMMENT ON CONTINUE D'ÉCRIRE NOTRE HISTOIRE ENSEMBLE ?"

Animé par Noémie Hilmoine, Le Gerموir / Les Essaimeurs / Compagnie des Tiers-Lieux

Après cette journée riche de rencontres, d'échanges, d'expériences, de découvertes les participant.es étaient invités à clôturer la journée, par une animation fishbowl, en tentant de se donner un horizon : "comment continuer à écrire l'histoire ensemble ?"



Source image : yaplusk.fr/ressources/bocal-a-poissons/

Céline Mertens, responsable du pôle

Développement Durable chez Agglomération du Saint-Quentinois / en charge du PAT

"Ce que je retiens de la journée, c'est que nous sommes plutôt bons en termes de gouvernance et de diversité d'acteurs mais qu'il y a un enjeu à se recentrer autour des mangeur.euses. Ce terme est beaucoup revenu aujourd'hui, il est fondamental. Je vais me servir de ça pour requestionner la place du citoyen et le remettre au centre du sujet du PAT."

Anne Macou-Lescieux, fondatrice et coordinatrice de l'épicerie participative et citoyenne El cagette à Roubaix

"Cette journée est une super occasion d'échanges et de rencontres pour montrer que l'on n'est pas seul.es sur nos territoires. Il faut maintenant continuer à faire mouvement à d'autres échelles, pour faire évoluer le système, répondre de manière durable aux enjeux de sociétés auxquels on fait face. Je vois que dans la diversité des expérimentations présentes, il y a beaucoup de liens communs. Il faut continuer à faire vivre ce réseau. **Nous sommes une sacrée force.**"

Antoine Breuvert, Président de l'Etable des possibles à Ericourt

"Au sein d'un village de 100 habitants, l'Etable des possibles a créé un lieu avec un fournil, une microbrasserie, une fromagerie... Elle cherche un boulanger car le fournil fonctionne actuellement avec des bénévoles. Cela illustre que l'on peut recréer de l'activité dans un village et rapprocher les mangeurs et les producteurs."

La méthode

Les chaises sont disposées en cercles concentriques dans la salle, avec 5 chaises au centre. Les personnes au centre partagent le micro et prennent la parole chacune leur tour pour faire un retour à chaud de la journée et faire part au participant.es des suites qu'elles imaginent après cette journée.. Quand elles ont parlé, elles libèrent la place et une autre personne peut venir au centre.

Samuel Leuchter-Genin, salarié de El cagette et à l'origine de la Zone d'Alimentation Durable à Loos

"L'interconnaissance est importante. A l'échelle de la Métropole européenne de Lille, prochainement, nous avons organisé une rencontre avec tout un tas de structures engagées sur démocratie alimentaire mais aussi les acteurs de la santé. On aimerait s'y dire qui on est, qu'est ce qu'on fait, quelles sont nos limites... et est-ce qu'on a envie de se revoir ?"

Sandrine Forzy, directrice de VRAC Hauts-de-France

"Organiser cette journée ensemble a été un apprentissage. Nous sommes dans une grande région et avons des échelles d'action très différentes. Nous sommes divers, intervenons dans l'accompagnement, la distribution... Mais nous avons aussi des intentions communes et j'espère que chacun.e repartira de cette journée avec des intentions communes politiques à porter, avec l'idée qu'on va dans la même direction. J'ai beaucoup appris aujourd'hui. Revoyons-nous ! Et trouvons la bonne échelle territoriale. Ce n'est pas forcément la région. C'est en faisant des choses ensemble qu'on apprend à se connaître."

Noémie Hilmoine, Responsable Développement au Gerموir et co-pilote du cercle Alimentation et Tiers Lieux :

"Continuons à nous rencontrer dans nos Tiers-Lieux !"

LE FISHBOWL "COMMENT ON CONTINUE D'ÉCRIRE NOTRE HISTOIRE ENSEMBLE ?"

Maryse Degardin, *administratrice du Gerموir, du CIVAM National et co-présidente du Pôle In-pact*

"Ne manquons pas de nous retrouver en petits groupes, dans nos tiers-lieux en milieu rural, au Gerموir... Il faut tisser des liens entre l'urbain et le rural. Tous les lieux de rencontre sont à imaginer. 2026 a été déclarée "année des agricultrices" et il y a déjà des idées qui germent dans les têtes. Je suis heureuse de voir que dans les Hauts-de-France, il y a autant d'acteur.ices prêt.e.s à dire non à ce qu'on nous impose mais oui à ce qu'on peut co-construire"

Benoit Decq, *co-fondateur du Toit commun à Lens*

"Cette journée était très intéressante, il faut continuer à organiser des journées comme celles-ci sur des sujets divers et connexes : modèles économiques, comment on fait le lien entre la sécurité sociale ici et sécurité sociale mondiale."

Eric Top, *bénévole chez Terre de liens – Groupe local Artois*

"Il y a un ciné débat à l'automne prochain au Toit Commun sur la question de l'installation des agriculteurs et la transmission des terres, les successions. Il y a un gros problème est l'accès à la terre : seulement 2% de la surface est en bio en dans les Hauts-de-France. C'est un combat à mener auprès des élu.es pour essaimer, défendre la vision du système que l'on souhaite. Il faudrait construire un plaidoyer collectif à faire pour faciliter l'installation et l'accès à la terre."

Anne-Marie Flandrin, *administratrice à APES*

"Ce serait bien de se réunir de nouveau pendant l'hiver pour avoir les producteurs avec nous. Je remercie tout le monde au nom de l'Apes et de la Compagnie des Tiers-Lieux. L'APES continuera à travailler le lien entre les acteurs, citoyens et collectivités."

Elodie Pruvost Dusart, *animatrice à la confédération paysanne*

"Ces derniers temps, les maraîcher-es souffrent de la météo mais produisent malgré les difficultés climatiques. Ils savent faire. Leur problème principal, ce sont les débouchés. Les AMAP fonctionnent plutôt bien mais ça ne suffit pas. Ils et elles se sont réuni-es l'an dernier pour identifier les freins à la commercialisation et se retrouveront en novembre pour voir comment lever les freins. Il est vrai que juillet n'est pas la bonne période pour les mobiliser. Les paysan-nes ont du mal à faire des liens avec la société civile, avec les mangeur.euses. Si parmi les structures et collectifs présentes aujourd'hui, il y en a qui aimeraient participer à cette journée pour aider, ils sont les bienvenus et ce serait une belle occasion de refaire du lien."

Louise Ravier, *salariée chez Aprobio*

"Il faut parler autour de soi de la Sécurité Sociale de l'Alimentation, aux sceptiques, aux défaitistes. Partager la carte des initiatives inspirantes, dire aux gens "va à la rencontre de ces structures, va voir ce qui se passe, à Lens, à Calais... et il faut relayer la communication autour de ces sujets."

Eric Gaillard, *membre du collectif national pour la SSA*

"Il faut vraiment mettre au centre les mangeurs et passer les alliances avec les producteurs, devenir co-producteurs d'une alternative agroécologique. Parlons de cycle, d'écosystème plutôt que de chaîne. On doit chercher la complémentarité pour concevoir la résistance. Quand la confédération paysanne dit qu'elle réfléchit à ces sujets, il faut que l'on y participe."

LE FISHBOWL "COMMENT ON CONTINUE D'ÉCRIRE NOTRE HISTOIRE ENSEMBLE ?"

Bénédicte Delayen, *Collectif d'habitants - marché des solidaires Dunkerque, Collectif pas sans nous*

"Il faut continuer de travailler sur le pouvoir d'achat des habitants. Les jardins de cocagne font des choses intéressantes. Les systèmes de tarification solidaire sont intéressants.

Travaillons ensemble, on est tous bons à quelque chose. Il faut se nourrir de ce que les autres font, c'est inspirant, cela donne plein d'idées. Pas sans nous, le syndicat des quartiers populaires, a beaucoup travaillé dans les quartiers populaires, qu'il ne faut pas oublier car ils sont un vivier d'initiatives"

Sylvie Rocher, *entrepreneure chez Tilt*

"Il faut mobiliser plus largement qu'entre personnes déjà convaincues. On parle des mangeur.euses : il faut les prendre au plus jeune âge, les sensibiliser avec une dimension éducation : aller dans les écoles, collecter la parole des enfants comme le fait Ouichange... Je trouve l'invitation de la confédération paysanne intéressante : le fait qu'ils aient envie de moins rester entre eux."

Francis Faucoeur, *porteur du projet de restaurant solidaire Cekinouli*

"On pourrait refaire un évènement l'an prochain à destination des mangeurs, ouvrir davantage pour faire naître des envies, faire des connexions pour des personnes qui sont peut-être dans des boulots dans lesquels ils ne se retrouvent pas actuellement et deviendront demain des porteurs de projets"

Xavier Galand, *salarié du CERDD*

"J'ai senti beaucoup d'énergie dans cette journée. Il est évident qu'il doit y avoir une suite. On pourrait faire la prochaine étape en Picardie, peut-être dans un centre social à Amiens ? Je pense que c'est en faisant que la confiance se construit et termine cette journée avec beaucoup d'enthousiasme, content que ce 3 juillet ait eu lieu. Je sens qu'on a enclenché quelque chose."



COMPOSTER L'ÉVÈNEMENT



COMPOSTER L'ÉVÈNEMENT

COMMENT A PRIS LA MAYONNAISE ?

QUELS AXES D'AMÉLIORATION ?

QUELLES SUITES ?

Dans ce chapitre, nous nous attachons à rendre compte de ce qui a fait la singularité de notre démarche, de ce qui peut être utile à la compréhension de la dynamique de coopération que nous avons initiée, des ingrédients qui ont permis la réussite de la journée, des innovations que nous avons testées dans l'organisation, des pistes d'amélioration.

Une organisation protéiforme

Une dynamique partenariale inédite

Le lien avec le lieu d'accueil :
un véritable partenariat

La mobilisation et le profil des participant.es

L'expérimentation du prix libre pour le repas

L'expérimentation de la contribution
pour les interventions

Un foisonnement de productions

Bilan financier

Quels axes d'amélioration avec le recul et
pour une nouvelle édition ?

Quelles pistes pour la suite ?

UNE ORGANISATION PROTÉIFORME (1/2)

Groupe organisation

Le groupe organisation (11 structures) s'est réuni en plénière 7 fois entre juillet 2024 et juillet 2025. Il a travaillé à la définition d'une vision commune de l'événement, des objectifs, des publics cibles. Puis de la construction du contenu et de l'articulation des différents temps de la journée.

Trois structures (4 personnes) se sont plus particulièrement impliquées dans la coordination des différents groupes : le Gerموir (animateur du cercle Alimentation de la Compagnie des Tiers-lieux), l'APES et Tilt (2 personnes). Ce groupe resserré s'est réuni 4 fois et a communiqué au fil de l'eau afin de rassembler les informations des différents sous-groupes et de mettre de la cohérence entre toutes les propositions. Le sous-groupe a également aidé à faire les arbitrages, identifier les trous dans la raquette, préparer des réunions collectives.

Sous-groupe coordination

Sous-groupe outillage

Ce sous-groupe a eu pour mission de réunir une somme d'outils utile à l'animation de discussions, d'information, de sensibilisations aux enjeux et problématiques du système alimentaire. Le réseau des AMAP, APROBIO, Bio en HdF, le CERDD, Tilt et l'APES se sont particulièrement impliqués dans ce groupe. Un espace ressources permettant de partager ce travail bibliographique auprès des participant.es a ainsi pu être proposé, piloté par APROBIO

Ce groupe a permis la réalisation d'une cartographie la plus représentative possible des différentes initiatives existant en HDF, pour dresser un premier paysage des axes travaillés sur les territoires et participant à plus de démocratie alimentaire. Il s'est fait en lien avec le cercle des Tiers-Lieux Nourriciers et une stagiaire recrutée par l'APES. Il a permis de mettre en valeur la richesse et la créativité des acteurs des territoires. Ce groupe, animé par la Compagnie des Tiers Lieux et l'APES, a également porté les animations d'éducation populaire proposées pendant l'évènement (ateliers cuisine, Intervention théâtrale de la CALIEN...)

Sous-groupe initiatives inspirantes

Sous-groupe table ronde

Deux membres du groupe organisation (VRAC, collectif SSA), ont pris en charge la construction et l'animation de la table ronde sur la base d'une réflexion collective et après un choix collectif des intervenants intéressants à mobiliser

UNE ORGANISATION PROTÉIFORME (2/2)



Des groupes resserrés ou des rôles ont également piloté les dernières étapes avant l'événement :

- Suivi technique (mise en place des besoins techniques et matériel dans le lieu)
- Accueil des intervenant.es (consolidation de la logistique et accueil des différent.es intervenant.es)
- Gestion de l'organisation du repas (lien avec Anges-Gardins)
- Organisation de l'espace ressources (mise en valeur des ressources produites par des acteurs de la région, et des ressources autres permettant d'enrichir l'outillage des structures dans l'animation des collectifs sur les sujets qu'elles portent)
- Signalétique (conception et mise en place)



Le 13 mai 2025, le groupe s'est retrouvé en présentiel à Roubaix, à l'épicerie El Cagette, pour donner un grand coup d'accélérateur à l'organisation opérationnelle de la journée. Ce temps a permis de renforcer l'interconnaissance entre les membres du groupe (certain-es ne se sont rencontré-es pour la première fois que ce jour là !) mais aussi de croiser les sujets de tous les sous-groupes qui avaient travaillé en visio de leur côté. Cette journée a permis d'avancer très concrètement sur le programme de la journée, le lancement de la communication, l'organisation du repas...

UNE DYNAMIQUE PARTENARIALE INÉDITE (1/3)

L'évènement a pu mettre en valeur les compétences portées par chacun.e des organisateur.ices et a donné à voir la richesse et la complémentarités de ces compétences mise en action autour d'un objectif commun.

Quelles ont été les clés de réussite de la dynamique collective qui ont mené au succès de l'évènement du 3 juillet ? En synthèse, voici ce qui converge dans les témoignages des personnes engagées :

- se réunir pour « **faire quelque chose** » ensemble, et a fortiori un « quelque chose » qui résonne avec les enjeux de chacun.e, a permis d'apprendre à se connaître et de bâtir une confiance sans tomber dans l'écueil de chercher à définir très précisément ce qui convergeait et divergeait entre les membres du groupe avant de se mettre en action. C'est un travail qui va s'entamer dans les prochains temps mais il sera intéressant de voir ce que va apporter à la qualité du dialogue le fait d'avoir, au préalable, œuvré ensemble.
- Le groupe a rassemblé une **diversité de compétences et d'approches** qui sont venus nourrir la construction de l'évènement en même temps que les membres de ce groupe partageaient une culture commune du travail collectif qui a fluidifié le processus.
 - On peut notamment noter que chacun.e a fait preuve d'une capacité à poser ses contraintes et limites en même temps que le groupe a démontré une capacité à les respecter ; les mots "soin" et "attention" reviennent à plusieurs reprises dans les témoignages.
 - On peut aussi noter une capacité à poser, regarder, mettre au travail et à porter collectivement la résolution des tensions inhérentes à toute dynamique collective.
 - Karine Attinault, avec le soutien d'autres membres du groupe parfois, a réalisé un travail minutieux et précis de documentation, de compte-rendu et de partage de l'information à l'issue de chaque réunion ou pour garder trace de chaque étape franchie dans l'organisation (même si le fonctionnement par boucle et historique de mails n'a pas toujours facilité le fait de les retrouver ! cf. pistes d'amélioration).
- L'APES, a assumé, avec le soutien de la Compagnie des Tiers Lieux et de Tilt, un **rôle de coordination et de liant au sein de la dynamique collective** : en permettant de garder le cap à partir d'une vision globale, en invitant chacun.e à prendre la part de responsabilité compatible avec ses moyens, en suivant l'avancée des différents groupes de travail et en assurant la transmission d'informations entre eux, en mobilisant les moyens financiers nécessaires à la mise en œuvre de l'évènement, en assurant aussi toutes les tâches que personne d'autre ne pouvait porter, faute de temps.
- Le financeur principal de l'évènement, la DRAAF Hauts de France a été associé à la construction de l'évènement comme un partenaire à part entière, ce qui a permis de travailler ensemble les ajustements nécessaires pour venir rencontrer ses attentes.

UNE DYNAMIQUE PARTENARIALE INÉDITE (2/3)



Au départ, j'ai senti que l'on se regardait un peu tous en chien de faïence. Cela a basculé quand on a commencé à entrer dans le vif du sujet : le lieu, le contenu. On a commencé à vraiment faire équipe autour de groupes de travail. Chacun.e s'est mobilisé.e sur des rôles en choisissant la place qui était chouette pour elle. Chacun.e s'est positionné.e de manière réaliste et en conscience de ses limites et de l'autre côté, le groupe a composé au mieux avec ces limites.

Stéphanie

« Les moments en présentiel ont été essentiels pour constituer un vrai collectif. Dans nos missions quotidiennes, on se croise mais on n'a pas forcément le temps d'échanger plus longuement. Pour moi, ce projet c'était aussi l'occasion d'avoir du temps pour faire connaissance et tisser du lien avec d'autres acteurs de l'alimentation »

Solène



C'était agréable de contribuer à ce projet car chacun.e a pu s'investir à la hauteur de ses moyens, dans une logique d'expérimentation. On s'est dit collectivement « on teste, on expérimente et on verra ce qu'il en ressort ». On ne s'est pas mis la pression mais finalement, c'était une belle réussite !

Solène



J'ai adoré le jour de préparation, la veille de l'évènement, dans la canicule, à bouger des tables et des chaises, aménager l'espace, installer la signalétique... Parce qu'il y avait vraiment une forme de légèreté, et un sentiment que nous étions prêt-e-s.

Et le jour j, ressentir cette mobilisation, cet enthousiasme avec la frustration de ne pas avoir le temps d'échanger autant que je l'aurais voulu, mais à chaque interaction, les gens que je rencontrais et ce que nous partagions témoignaient de la richesse de l'évènement.

Camille



C'est un groupe humble. Un groupe qui m'a fait du bien, avec une belle attention portée au fait que chacun.e se sente bien.

Marion

UNE DYNAMIQUE PARTENARIALE INÉDITE (3/3)

Comme nous étions nombreux-ses et que nous communiquions beaucoup à distance, il fallait toujours s'assurer que l'information était assez claire sur ce qu'il y avait à faire, sur qui allait le faire et qui vérifierait que c'est fait.

Je me suis retrouvée à jouer ce rôle, à m'assurer que rien n'était oublié. Nous avons mis en place quelques outils de suivi mais nous aurions pu sans doute nous faciliter la tâche en prenant le temps d'y réfléchir un peu plus précisément.



Karine

Cette dynamique est arrivé à un moment où je perdais un peu le souffle. Parce que n'agir que sur le niveau individuel, c'est difficile. Il faut faire bouger les choses ailleurs, plus haut, à d'autres niveaux.

Cela faisait un peu de temps que mon discours avait changé dans les structures. Je les invite un peu plus à la révolte plutôt qu'aux actions individuelles.

C'est important de vivre sa colère légitime en étant pas seul.e !

Marion



Un facteur de réussite : le rythme de travail, le pilotage par Karine, Steph, Lou, Noémie, Camille. Avec toute la difficulté d'un pilotage qui ne veut pas toujours en être un. Pour moi il n'y a rien de péjoratif à ce qu'il y ait un pilote dans le projet. On prend parfois bcp de précaution à ne pas vouloir assumer une forme de leadership. Leadership au sens d'avoir une vue d'ensemble, donner du rythme, poser des jalons, pour que la production collective soit satisfaisante pour tous.tes. On doit pouvoir l'assumer !

Xavier



Ce que j'ai trouvé super pendant la journée c'est le foisonnement des propositions : table ronde, partage d'expérience des caisses, boîte à outils, les ateliers. C'était fluide, dynamique, concret, joyeux. Sans trop savoir où ça va ?

J'ai l'impression que les co-organisateur-ices ont été là pour faciliter la rencontre des acteur-ices qui ne sont pas dans les grands réseaux ou structures pour qu'ils nous identifient ou s'identifient. On est rentré dans notre rôle d'animateur-ices, facilitateur-ices, peut-être un peu au détriment de la visibilité de nos propres structures, et de notre participation aux discussions.

Sandrine



LE LIEN AVEC LE LIEU D'ACCUEIL : UN VÉRITABLE PARTENARIAT

La recherche du lieu a été une histoire mouvementée. Pour le collectif, il s'agissait de trouver une salle de capacité suffisante (150 personnes minimum), disposant d'une cuisine pouvant accueillir du public et de petites salles pour faire des ateliers en sous-groupe, le tout dans un lieu central en Région, en lien avec un territoire / des parties prenantes mobilisées sur le sujet de la démocratie alimentaire.

Il a longtemps été question de tenir l'évènement à Bapaume.



Finalement, la ville de Lens a confirmé au printemps 2025 la possibilité de mettre à disposition gratuitement le centre socioculturel François Vachala pour la journée. Ce partenariat avait énormément de sens pour le collectif, les centres sociaux étant eux mêmes des espaces de développement du pouvoir d'agir et de démocratie alimentaire.

Organiser la journée dans un lieu impliqué a été source d'un partenariat extrêmement fructueux entre les structures organisatrices et l'équipe du centre social. Grâce à l'équipe salariée du centre social, en particulier Olivier Minon Hibon, référent insertion professionnelle et sociale, et Nicolas Cardon, Directeur adjoint/Coordinateur, nous avons pu bénéficier :

- d'un appui logistique, qui se révélera très précieux le jour J
- de la participation d'habitantes du collectif santé au recensement d'initiatives inspirante (cf fiche dédiée) et le jour de l'évènement

L'équipe organisatrice a senti une véritable motivation de l'équipe du centre social à accueillir l'évènement, pour le sens de la démarche, pour la diversité de participant.es que cela allait amener jusque Lens. Cela a fortement contribué à la réussite de l'évènement.

Le lieu et l'équipe qui fait vivre le lieu sont des éléments qui ont été déterminants au succès de la journée. Nous avons eu la conjonction des deux au Centre Social Vachala : une vraie volonté de l'équipe de contribuer car cela fait sens, cela fait partie de leur propre projet. Cela semble évident car c'était tellement fluide que l'on pouvait ne pas s'en rendre compte. Olivier a fait le boulot, de convaincre la ville, d'embarquer son équipe. Il a facilité le fait que l'on investisse les lieux. Quand le lieu est partie prenante, tu solutionnes plein de choses dans la conduite d'un évènement (mise à disposition du matériel, aménagement du lieu, fluidité dans le déroulement de la journée).

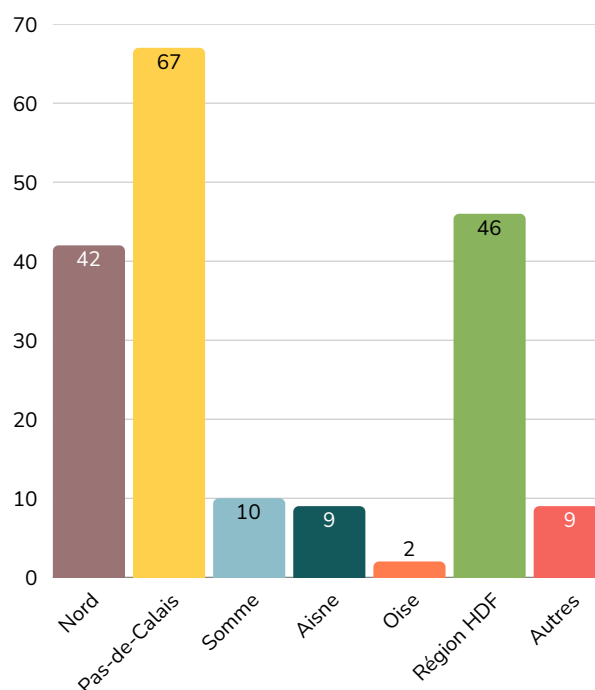
Xavier

LA MOBILISATION ET LE PROFIL DES PARTICIPANTS (1/2)

Sur l'ensemble de la journée, nous avons accueilli 182 personnes venues de toutes la Région Hauts-de-France.

La localisation à Lens a favorisé la venue de personnes et de structures implantées dans le Pas-de-Calais. Les participant-es de Picardie étaient moins nombreux-ses mais priorité leur a été donnée lors de l'inscription à l'événement. Ainsi, toutes les personnes picardes inscrites sur liste d'attente ont pu avoir une place.

On compte 26 acteurs/actrices de l'ESS ayant un rayonnement départemental ou régional et 20 ayant un rayonnement plus local. Il y avait 16 citoyen-nés / bénévoles engagé-es dans les structures de démocratie alimentaire (venant des Centres sociaux notamment) et 3 chercheur-es :



A Petits PAS, A PRO BIO, ACI Andès Lomme, ACSRV (Association des Centres Sociaux et Socioculturels de la Région de Valenciennes), Afeji - A portée de main, Réseau des AMAP HDF, Les Anges Gardins, APES Hauts-de-France, Association A Tes Côtés, Association Acti-Fep, l'Atelier Paysan, ATRE, El'Baraque, la Belle Garnouille, Bio en Hauts de France, la Bulle des champs, le Café Citoyen Lille, El Cagette, la CALIEN, le CAPEP, la Caza tizote, CCAS Amiens, Cekinouli, Centre social Cousteau, Centre social Elbeuf Lescouvé, Centre socioculturel Vachala, le CERDD, ChairESS, Réseau civam, Antenne Colibris le mouvement, la Collab Solidaire, Comitonne, Community, Compagnie Badinage Artistique, la Compagnie des Tiers-Lieux, Les Compagnons du compost, la Confédération paysanne Nord-Pas-de-Calais, Cooplib, Croc la vie, Echanges pour une Terre Solidaire, l'Epi du bocage, Epicerie solidaire Hortibat, l'Etable des possibles, Fédération des centres sociaux et socio-culturels des Pays Picards, Fédération des centres sociaux Flandre maritime, Fédération des centres sociaux NPC, Ferme du trichon, la ferme urbaine concorde, Association FIAC, Les Flamands bios, le Germoir, les Givrés d'Oranges, Haricocoop, HautJardin, Initiatives Paysannes, Inersol, Jardin de Cocagne, Lavie-nature, Lilotopia, Loos n'gourma, Mcp factory, la MRES, Association Not'musette, Noeux environnement, l'Offensive, OuiChange, Patati Patata, Le Panier de la mer, la Petite pierre (Label épicerie), les Petites Cantines, le Quart-temps Paysan, les Recyclettes, De Rives en Rêves, les Robine.e.s des Benne, la Source, les Sens du Goût, le RADIS - réseau des ambassadeurs de l'Alimentation durable innovants, Robin des bios, Secours Populaire d'Hellemmes, Stefnaturo, Superquinquin, Tambouille et popote, Terre de Liens, Tiers-Lieu Ligo, Tilt, le Toit commun, UGESS, Université de Lille, Uthopia, l'Utopie maraichère, les vergers de la Cailleuse, VRAC Hauts-de-France, Zone d'Alimentation Durable (ZAD)

Institutions et collectivités territoriales (services déconcentrés de l'Etat, Collectivités territoriales (Région, départements, EPCI et communes)) :

DRAAF, DREETS, ERBM SGAR, Agence régionale de Santé Hauts-de-France, Région Hauts-de-France (ESS), Département du Pas-de-Calais, Département du Nord, Amiens Métropole, Grand Calais Terres et Mers, Cœur d'Ostrevent Agglo, Communauté d'Agglomération Lens-Liévin, Communauté d'Agglomération du Saint-Quentinois, Communauté d'Agglomération Hénin-Carvin, Communauté d'Agglomération La Porte du Hainaut, Communauté de Communes du Haut Pays Montreuillois, Communauté de Communes du Sud-Artois, Communauté Urbaine de Dunkerque, Douaisis Agglo, Ville d'Hellemmes, Angres, Loos en Gohelle, Grande Synthe.

LA MOBILISATION ET LE PROFIL DES PARTICIPANTS (2/2)

L'inscription à la journée était très attendue. Elle avait été imaginée en deux vagues : une première ciblée, pour permettre à tous les acteur.ices impliqué.es sur le sujet de s'inscrire, et une deuxième plus large, via les réseaux sociaux.

En moins de 10 jours, les 150 places étaient réservées, preuve de l'intérêt pour le sujet. Nous n'avons finalement pas eu le temps de mettre l'annonce sur les réseaux sociaux avant que la journée n'affiche complet. Une liste d'attente a été ouverte et l'assouplissement de la jauge maximale (tenant compte d'un pourcentage probable de désistements) a été ouverte en priorité pour les acteur.ices picard-es et pour les usager-es / adhérent-es / bénévoles de structures.

Le jour J, c'est dans une ambiance joyeuse et curieuse que se sont retrouvés les participant-es qui n'ont pas hésité à mettre la main à la pâte pour aider à la mise en place des différentes configurations de salle, ce qui a aussi participé à la fluidité de l'organisation.



Certains territoires sont venus en "apprentissage". Cœur d'Ostrevent, par exemple, qui est en train de lancer sa labellisation niveau 1 PAT.

Pour les territoires que l'APES accompagne dans le développement de l'ESS, cet événement a été l'occasion d'une immersion, d'une accélération du processus d'acculturation.

Karine

Je suis venue pour donner un coup de main à la disposition des chaises au moment du changement de séquence. Le temps que je me retourne et chacun-e avait transformé la pièce. C'était magique ! (et confortable pour moi)

Anne-Marie



L'EXPÉRIMENTATION DU PRIX LIBRE POUR LE REPAS (1/2)

Pour le repas du midi, nous avons choisi d'expérimenter le prix libre et conscient. Il ne s'agissait pas d'une simple démarche de diminution du coût à charge pour les organisateurs, même si cela est entré en ligne de compte. Nous avons plutôt envie de proposer cette expérience à l'échelle d'un événement, avec un public plus varié et pas forcément habitué à cet exercice, pour voir si cela pouvait fonctionner et quelles étaient les questions mises en travail dans le processus.

Expérimenter le prix conscient était pour nous l'occasion de pouvoir échanger au sujet de ce qui, pour chacun-e, est le prix "juste" d'un repas. D'une personne à une autre, nous n'avons pas toutes les mêmes possibilités financières, le même rapport à l'argent et à l'alimentation, la même idée de ce que peut représenter le prix juste pour les producteurs et les travailleurs qui ont préparé le repas...

Nous avons pris un prestataire local engagé, les Anges Gardins qui nous a proposé un menu assez consensuel, végétarien, « frais/sain/local/bio au maximum » à 14€/ personne.

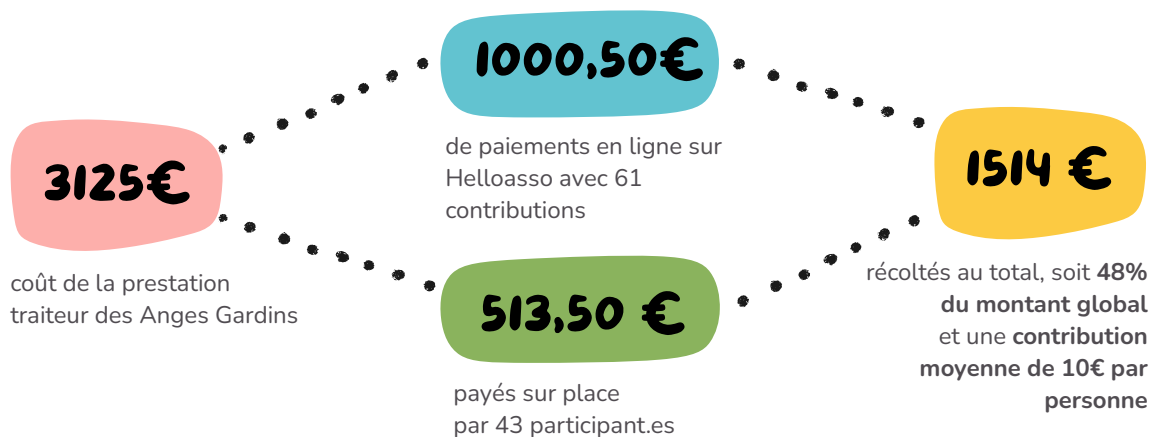
Dans le mail d'inscription à la journée, l'information sur le caractère libre de la participation financière a été donnée aux participants avec un lien de paiement permettant de faire le règlement. Un paiement sur place le jour J, difficilement envisageable au début pour les organisateurs pour des raisons de logistique (immobilisation d'une personne) et de comptabilité, a finalement été rendu possible grâce à l'intervention des Anges Gardins, qui ont tenu toute la journée un stand afin que les participant.es le souhaitant puissent régler en espèces ou en carte bleue.

Nous nous sommes posé la question d'afficher ou non le prix coûtant du menu :

- D'un côté, nous ne voulions pas mettre mal à l'aise les personnes qui ne pourraient pas mettre autant dans un repas mais qui se sentiraient obligées ou culpabilisées malgré la proposition que chacun donne en fonction de ses moyens. Également, avec ce prix de 14€, nous ne voulions pas renforcer l'idée trop répandue que « manger durable c'est pour les riches ». Expérimenter, provoquer du débat, oui ! Mais pas au risque de recréer des violences symboliques ou des injustices à cet endroit.
- D'un autre côté, nous étions plusieurs à avoir entendu des habitant.es ou même des professionnel.les, toutes classes sociales confondues, expliquer que ce n'est pas facile de donner un prix conscient quand on n'a aucune idée du coût réel du produit ou service concerné.

Finalement, nous avons décidé d'afficher le prix, estimant que savoir combien coûte un repas produit durablement est un exercice intéressant pour se reconnecter au "juste prix" de notre alimentation et réfléchir aux injustices alimentaire.

L'EXPÉRIMENTATION DU PRIX LIBRE POUR LE REPAS (2/2)



L'EXPÉRIMENTATION DE LA CONTRIBUTION POUR LES INTERVENTIONS

Il a été proposé aux intervenants des tables rondes et ateliers de recevoir une rétribution pour leurs interventions. Les représentants des caisses de Cadenet (Eric Gauthier et Dora Thilly) et de Brest (Jean-Claude Balbot) ont souhaité que cette rétribution prenne la forme d'un don à leurs expérimentations de caisse respectives. Pour Montpellier, Paul n'ayant pas eu l'occasion de mettre le sujet en discussion au comité citoyen, la proposition a été déclinée.

UN FOISONNEMENT DE PRODUCTIONS

LE RECUEIL DES INITIATIVES

La production de 34 fiches constitue un élément de capitalisation majeur de la dynamique. Les fiches ont été présentées lors de la journée et ont rencontré beaucoup de succès. Elles ont été mises en lignes sur le [site de l'APES](#), sur [France PAT](#) et sur [Altaa](#).



PRISE DE NOTES, PHOTOS ET VIDÉOS

La prise de note partagée a globalement bien fonctionné, celles de photos également.

Un petit film a été réalisé par Inès, chargée de communication chez A PRO BIO. Il peut être regardé sur la plateforme Indymotion*

**Indymotion.fr est une instance peertube indépendante qui offre des accès illimité et gratuits à des individus et organisations, majoritairement sans but de profit, et en langue française.*



PODCAST "A LA PHONIE"

Le phonomaton d'A la phonie a permis de recueillir la parole des participant.es sur place de manière ludique et introspective. Au total, 20 minutes de paroles récoltées sur 7 questions. Une parole dense et engagée !



Retrouvez l'intégralité
du podcast en
flashant ce code !



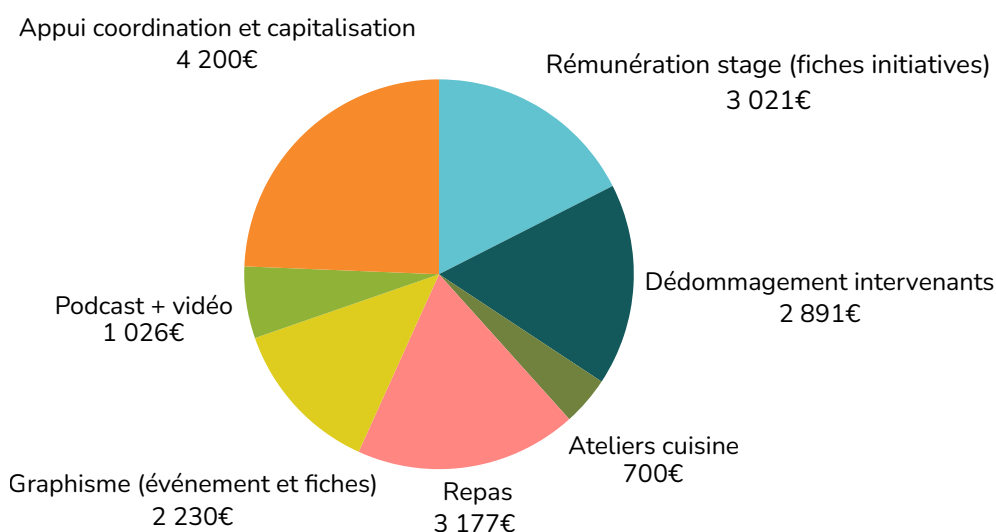
BILAN FINANCIER DE L'ÉVÈNEMENT

L'évènement a coûté au total 17 245 €, étant entendu que le lieu a été mis à disposition gratuitement par la ville de Lens et qu'une grande partie du temps de travail a été mis à disposition par les structures organisateur.ices. Le budget global a été couvert grâce aux soutiens de la DRAAF, de l'APES, de la Compagnie des Tiers-Lieux et la participation libre au repas.

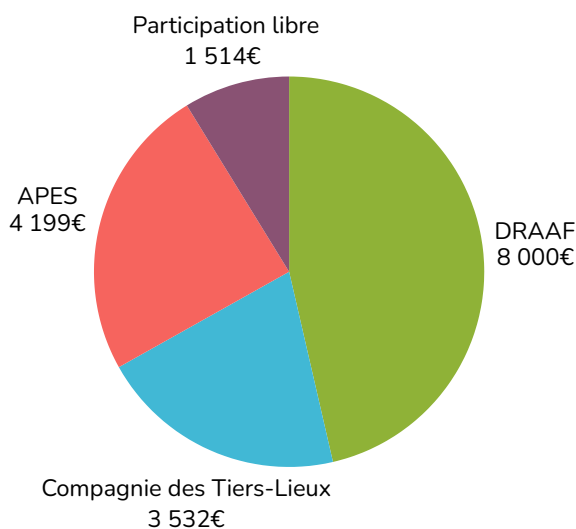
L'estimation du temps valorisé ou bénévole dédié à l'évènement est de **880 h, soient 126 jours de travail** (ce qui représenterait quasi 12 000 EUR de rémunération brute chargée valorisée au SMIC).

Pour le repas à prix libre, la participation libre en ligne ou sur place a permis de récolter **48% de la somme totale** pour la partie traiteur (petit déjeuner, pauses café et repas).

Dépenses



Ressources



QUELS AXES D'AMÉLIORATION AVEC LE RECU ET POUR LA SUITE ? (1/2)

Le travail de prise de recul réalisé avec le collectif organisateur au travers de temps collectifs et d'entretiens individuels permet de dessiner des axes de questionnements et d'améliorations et ce, à différents niveaux : l'organisation opérationnelle, les "absents"... Le partage de ces éléments dans ce document de capitalisation a pour vocation à en faire une matière appropriable, des enseignements à tirer dans la perspective de l'organisation de futurs événements.

LA GESTION DE L'INFORMATION



Des comptes-rendus exhaustifs ont été produits à chaque temps de travail et communiqué à l'ensemble du groupe organisateur par mail, l'historique de mail faisant office de mémoire du groupe. Un espace de stockage en ligne a par ailleurs été mis à disposition par l'APES. Néanmoins, il ressort des entretiens une difficulté, le temps passant et les échanges se multipliant à géométrie variable (sous-groupes, groupe entier), à retracer le fil des décisions, et une recherche fastidieuse à mener dans les boîtes mail.

Avec le recul, il apparaît qu'il a manqué au groupe **un "journal"** ; un document partagé unique qui aurait à la fois centralisé les comptes-rendus, et aurait servi de gare de triage en reprenant les liens vers l'espace de stockage et les différents documents de travail (tableau de répartition des tâches, prises de notes des sous-groupe de travail, compilation des ressources, échanges avec les partenaires (repas, salle...)...). Le constat est que l'absence de cet outil de centralisation de l'information a tendance à faire reposer la charge mentale sur la ou les personnes qui coordonnent et qui doivent de ce fait avoir en permanence "tout en tête" pour dispatcher les informations utiles et facilitant l'autonomie des personnes dans la réalisation de leurs tâches.

QUI ÉTAIENT LES "ABSENTS" ET LES "SOUS-REPRÉSENTÉS" ?



En observant la typologie des participant.es mais également en captant certains témoignages le jour J (*Jean-Claude Balbot demandant à la salle, "y a-t-il des agriculteur.ices avec nous aujourd'hui ?"*), on constate que l'évènement a majoritairement mobilisé des professionnel.les (associatifs, ESS, collectivités territoriales) des départements du Nord et du Pas-de-Calais.

Quid des citoyen.nes engagé.es en dehors du cadre d'une structure ? Parmi elles, quid des personnes subissant la précarité ? Quid des agriculteur.ices ? Quid des picard.es ? Quid des acteur.ices de la santé ? Quid des jeunes, voire des enfants ?

Le ciblage prioritaire des professionnel.les était un parti pris des organisateur.ices puisque l'un des objectifs de l'évènement était de les faire se rencontrer. Ils étaient par ailleurs invités à mobiliser des usager.es, adhérent.es, bénévoles, publics. Malheureusement la rapidité avec laquelle la jauge a été atteinte n'a pas permis aux représentants des structures d'avoir le temps de les mobiliser.

A l'avenir il pourrait être envisagé **une partition de la jauge, allouant un quota de places à chaque catégorie de parties prenantes que l'on souhaiterait voir représentées**, au moins pour une période donnée. Ceci pour tenir compte de l'accès plus ou moins facile à l'information et des temporalités d'inscription (la projection à long terme dans un cadre professionnel n'est pas la même que pour un particulier jonglant avec des contraintes pro, perso...). Et définir une stratégie de mobilisation ciblée à l'endroit de toutes ces parties prenantes.

QUELS AXES D'AMÉLIORATION AVEC LE RECU ET POUR LA SUITE ? (2/2)

LA QUESTION DE L'ÉCHELLE



ET DU MOMENT CHOISI



Cette question des “absent.es” ou “sous-représenté.es” rejoint aussi le questionnement de la juste échelle. L'événement se voulait de rayonnement régional, car le découloisonnement entre départements et ex-régions (Nord-Pas-De-Calais / Picardie) nous semblait une composante intéressante de la rencontre et de la construction d'un socle commun de compréhension des grands enjeux du système alimentaire actuel.

Sans minimiser l'importance de ces temps à l'échelle régionale, plusieurs organisateur.ices et participant.es ont témoigné de l'importance que cela aille de pair avec des actions plus locales. Pour différentes raisons : faciliter l'accessibilité du lieu, être au plus près des réalités d'un territoire donné, favoriser la mixité citoyen.nes / professionnel.les.

FACILITATION GRAPHIQUE ET ACCESSIBILITÉ DES LIVRABLES



Au moment de capitaliser, il apparaît qu'une facilitation graphique de la journée aurait permis d'avoir une ressource utile et pédagogique permettant une transmission large, facile à lire, facile à comprendre, du contenu et du vécu. La restitution de l'événement Carav'alim de septembre 2025 est assez inspirante, à ce titre.

Je ressens de la frustration de pas avoir pu inviter des adhérent.es de VRAC. Pour moi, la question de l'échelle territoriale se pose. Pour faire un événement mixte habitant.es / pro, il faudrait penser l'organisation à une échelle plus locale.

Sandrine

Le travail sur la méthode doit être un très bon point d'appui pour avoir une séquence de travail avec des acteurs picards pour faire la même chose en Picardie en 2026, avec le souci d'intégration d'acteurs picards.

Xavier

Il est vrai que juillet n'est pas la bonne période pour mobiliser les producteur.ices. Les paysan.nes ont du mal à faire des liens avec la société civile, avec les mangeur.euses. Si parmi les structures et collectifs présent.es aujourd'hui, il y en a qui aimeraient participer aux échanges pour aider, elles et ils sont les bienvenu.es et ce serait une belle occasion de refaire du lien.

Elodie Pruvost Dussart, collectif de paysan.nes

Il faut continuer de travailler sur le pouvoir d'achat des habitant.es [...] Pas sans nous, le syndicat des quartiers populaires, a beaucoup travaillé dans les quartiers, qu'il ne faut pas oublier car ils sont un vivier d'initiatives

Bénédicte Delayen, Collectif d'habitants - marché des solidaires Dunkerque,
Collectif pas sans nous

QUELLES PISTES POUR LA SUITE ?

Pour le collectif organisateur, continuer à se rencontrer de manière régulière mieux se connaître, pouvoir partager des sujets communs et affiner une position collective sur des sujets plus fins à définir ensemble.

Valorisation de l'animation territoriale réalisée par l'APES pour faire davantage de lien entre les PAT et les acteurs de l'ESS, avec le soutien de la DRAAF

Organiser une visite apprenante avec Carav'Alim

Organiser un évènement en Picardie avec la constitution d'un collectif organisateur picard

La participation à l'évènement de la confédération paysanne (cf. invitation du fishbowl) pour accentuer les passerelles entre agriculteur.ices et mangeur.euses

Une dynamique de rapprochement des acteurs de la santé, de la démocratie alimentaire, de la lutte contre la précarité alimentaire sur la MEL (en lien avec le PAT)

Poursuivre le recueil et la production de fiches initiatives

Des dynamiques de plaidoyer à articuler, faire converger (Aprobio / bio en HDF, Terres de Liens, transition citoyenne / mairie-me, collectif du rapport injuste coût...)

Des expérimentations de caisse en émergence (Roubaix, Loos, Ronchin, Saint-Omer, Grande-Synthe...)

UN MOT POUR LA FIN ?

Regarder vers le haut ok mais aujourd'hui la base citoyenne n'est pas toujours là. Il ne faut pas se concentrer que sur le levier politique, le plaidoyer. Il y a un enjeu à former les gens à déployer ces outils, à s'acculturer aux enjeux.

Marion

'L'évènement a permis de confirmer qu'il était possible d'agir ensemble, de renforcer les coopérations au-delà des frontières départementales, pour imaginer des solutions concrètes adaptées aux spécificités du territoire. Il y a bien sûr eu des échanges de cartes, et le souhait d'organiser un circuit "visites inspirantes". Mais ce qui est important pour moi, c'est l'enthousiasme que cela a généré chez les acteurs Axonnais présents"

Marie Laure

On avait vraiment cette motivation au démarrage de réunir des personnes qui font vivre la démocratie alimentaire en région... Dans les accompagnements qu'on pouvait faire sur les territoires, on se rendait compte qu'il y avait plein de choses qui se faisaient, et on avait envie que ces personnes se rencontrent. C'est chose faite avec cet évènement et je suis immensément fière d'avoir pu contribuer au sein de ce collectif.

Le choix du nom, la visite du lieu, l'obtention du financement de la DRAAF, la journée de la veille à imaginer et monter les espaces... un évènement comme celui-ci passe en un éclair, mais en amont c'est plein de moments forts partagés!

L'investissement de chacun.e, les outils d'organisation, les contributions, le mix des compétences, et surtout une sorte d'énergie un peu globale, tout cela fait que malgré les emplois du temps contraints, on a réussi à garder le cap et à arriver le jour même avec une programmation "bien huilée", et des grands sourires sur nos visages.

On s'est rendus disponibles grâce à cette énergie des débuts, galvanisés par l'envie de faire quelque chose ensemble. Maintenant, charge à nous toutes et tous de la nourrir, cette envie! Elle prendra sans aucun doute plusieurs formes, peut être celle d'une nouvelle identité collective, l'avenir nous le dira...

Une chose est sûre, c'est qu'au creux de cette période de l'histoire, on peut le dire: on a encore du pain sur la planche!

Noémie



Capitalisation de l'évènement "Du pain sur la planche" 3 juillet 2025, Lens

Contribution à la capitalisation
l'ensemble des membres organisateur.ices

Coordination de la rédaction et design graphique
Stéphanie Ambellié, Camille Frazzetta (Tilt) et Karine Attinault (APES)

Version novembre 2025

Avec le soutien de :